

États financiers consolidés

Element Fleet Management Corp.

31 décembre 2017

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de

Element Fleet Management Corp.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'**Element Fleet Management Corp.**, qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'**Element Fleet Management Corp.** aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Toronto, Canada
Le 14 mars 2018

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Element Fleet Management Corp.

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
ACTIFS		
Trésorerie	76 637	12 638
Trésorerie soumise à restrictions (<i>notes 10 et 19</i>)	484 280	606 461
Créances de financement (<i>note 4</i>)	12 768 133	13 454 011
Équipement loué aux termes de contrats de location simple (<i>note 5</i>)	1 599 423	1 421 637
Créances clients et autres actifs (<i>note 6</i>)	315 801	435 901
Billets à recevoir (<i>note 17</i>)	19 670	22 078
Instruments financiers dérivés (<i>note 19</i>)	32 026	67 238
Biens, matériel et aménagements des locaux loués (<i>note 7</i>)	67 409	80 742
Actifs d'impôt différé (<i>note 15</i>)	177 602	156 895
Immobilisations incorporelles (<i>note 8</i>)	819 308	880 420
Goodwill (<i>note 9</i>)	1 209 344	1 282 643
	17 569 633	18 420 664
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs		
Dettes fournisseurs et charges à payer	582 090	552 794
Instruments financiers dérivés (<i>note 19</i>)	33 342	27 532
Emprunts garantis (<i>note 10</i>)	12 307 873	12 983 535
Débtentures convertibles (<i>note 11</i>)	875 918	855 688
Passifs d'impôt différé (<i>note 15</i>)	30 327	19 761
	13 829 550	14 439 310
Capitaux propres (<i>note 12</i>)	3 740 083	3 981 354
	17 569 633	18 420 664

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,



Administrateur

Administrateur

Element Fleet Management Corp.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Exercice clos le 31 décembre 2017 \$	Exercice clos le 31 décembre 2016 \$
PRODUITS NETS		
Produits tirés des services et autres produits (note 14)	623 605	617 459
Produits d'intérêts nets (notes 6 et 14)	630 483	667 594
Revenus locatifs	481 466	444 010
Amortissement de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple (note 5)	(366 531)	(340 234)
Coûts directs des contrats de service à taux fixe (note 14)	(39 905)	(42 001)
	1 329 118	1 346 828
Charges d'intérêts	377 091	348 468
Produits nets	952 027	998 360
CHARGES D'EXPLOITATION		
Salaires et avantages du personnel	318 870	294 359
Charges générales et administratives	150 579	167 024
Amortissement	15 976	11 077
Amortissement de l'escompte des débentures convertibles (note 11)	13 147	12 314
Rémunération fondée sur des actions (note 13)	19 930	22 485
	518 502	507 259
COÛTS D'ACQUISITION D'ENTREPRISES ET DE SCISSION		
Amortissement des immobilisations incorporelles provenant d'acquisitions	55 823	62 472
Coûts de transaction, d'examen stratégique et d'intégration	82 001	161 997
Coûts de scission	—	76 686
	137 824	301 155
Quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et provision (note 6)	120 982	—
Résultat avant impôt sur le résultat des activités poursuivies	174 719	189 946
Charge d'impôt sur le résultat	20 075	(318)
Résultat net de l'exercice des activités poursuivies	154 644	190 264
Résultat net de l'exercice des activités détachées (note 27)	—	51 721
Profit sur la distribution d'actifs, net d'impôt	—	171 354
	—	223 075
Résultat net de l'exercice	154 644	413 339
Résultat de base par action (note 18)		
Activités poursuivies	0,29 \$	0,40 \$
Activités détachées	— \$	0,58 \$
Résultat de base total par action	0,29 \$	0,98 \$
Résultat dilué par action (note 18)		
Activités poursuivies	0,29 \$	0,39 \$
Activités détachées	— \$	0,57 \$
Résultat dilué total par action	0,29 \$	0,96 \$

Voir les notes ci-jointes.

Element Fleet Management Corp.**ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS**
(en milliers de dollars canadiens)

	Exercice clos le 31 décembre 2017 \$	Exercice clos le 31 décembre 2016 \$
Résultat net de la période	154 644	413 339
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :		
Couverture des flux de trésorerie et de change (<i>note 19</i>)	(36 608)	69 434
Perte de change latente nette	(313 769)	(260 963)
	(350 377)	(191 529)
Charge (recouvrement) d'impôt différé	(3 667)	18 768
Total des autres éléments du résultat global des activités poursuivies	(346 710)	(210 297)
Total des autres éléments du résultat global des activités détachées, net d'impôt	—	(38 825)
Transfert des autres éléments du résultat global des activités détachées au résultat net au moment de la scission, net d'impôt	—	(149 261)
Total des autres éléments du résultat global	(346 710)	(398 383)
Résultat global de l'exercice	(192 066)	14 956

Voir les notes ci-jointes.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Actions ordinaires \$	Actions privilégiées \$	Composante capitaux propres des débiteures convertibles \$	Surplus d'apport \$	Résultats non distribués \$	Cumul des autres éléments du résultat global \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 31 décembre 2016	2 803 336	533 656	46 200	78 974	232 836	286 352	3 981 354
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	154 644	(346 710)	(192 066)
Dividendes versés – actions privilégiées (note 12)	—	—	—	—	(41 301)	—	(41 301)
Dividendes versés – actions ordinaires	—	—	—	—	(96 518)	—	(96 518)
Impôt net sur dividendes versés	—	—	—	—	(818)	—	(818)
Options exercées (notes 12 et 13)	17 518	—	—	(8 499)	—	—	9 019
Émission d'actions, déduction faite des frais d'émission d'actions	—	146 756	—	—	—	—	146 756
Rachat d'actions à des fins d'annulation (note 12)	(65 318)	—	—	(13 599)	—	—	(78 917)
Charge liée aux options sur actions des salariés (note 13)	—	—	—	12 574	—	—	12 574
Solde au 31 décembre 2017	2 755 536	680 412	46 200	69 450	248 843	(60 358)	3 740 083
Solde au 31 décembre 2015	4 229 848	533 656	46 200	61 867	160 777	684 735	5 717 083
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	413 339	(398 383)	14 956
Dividendes versés – actions privilégiées (note 12)	—	—	—	—	(35 648)	—	(35 648)
Dividendes versés – actions ordinaires	—	—	—	—	(38 644)	—	(38 644)
Impôt net sur dividendes versés	—	—	—	—	(963)	—	(963)
Options exercées (notes 12 et 13)	6 436	—	—	(3 004)	—	—	3 432
Frais d'émission d'actions, ajustement	11 500	—	—	—	—	—	11 500
Charge liée aux options sur actions des salariés (note 13)	—	—	—	20 111	—	—	20 111
Dividende au titre de la distribution	(1 444 448)	—	—	—	(266 025)	—	(1 710 473)
Solde au 31 décembre 2016	2 803 336	533 656	46 200	78 974	232 836	286 352	3 981 354

Voir les notes ci-jointes.

Element Fleet Management Corp.

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
(en milliers de dollars canadiens)

	Exercice clos le 31 décembre 2017 \$	Exercice clos le 31 décembre 2016 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION <i>(note 26)</i>		
Résultat net de l'exercice des activités poursuivies	154 644	190 264
Éléments hors trésorerie		
Rémunération fondée sur des actions <i>(note 13)</i>	12 574	20 111
Amortissement des biens, du matériel et des aménagements des locaux loués	11 707	8 162
Amortissement des immobilisations incorporelles, y compris celles provenant des acquisitions	60 092	65 387
Amortissement des coûts de montage des contrats de location différés	20 078	12 695
Amortissement des coûts de financement différés	34 161	28 796
Amortissement de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple	366 531	340 234
Amortissement de l'escompte des débentures convertibles et des coûts différés	20 230	19 216
Sorties d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	—	4 995
Quote-part de la perte d'une coentreprise	121 063	—
Quote-part du résultat des autres placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	(18 180)	(19 301)
Reprise de (dotation à) la provision pour pertes sur créances	921	(3 834)
	783 821	666 725
Variations des soldes hors trésorerie des actifs et passifs d'exploitation		
Investissement dans les créances de financement	(5 691 246)	(5 891 483)
Remboursements des créances de financement	4 822 953	5 857 748
Investissement dans l'équipement loué aux termes de contrats de location simple	(796 187)	(672 416)
Produit de la cession d'équipement loué aux termes de contrats de location simple	229 429	255 355
Produit des financements de syndication	682 791	518 166
Autres soldes hors trésorerie des actifs et passifs d'exploitation <i>(note 26)</i>	28 982	(239 784)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation – activités poursuivies	60 543	494 311
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT <i>(note 26)</i>		
Acquisitions d'entreprises	(449)	(28 079)
Produit tiré du fonds géré (investissement dans le fonds géré)	26 426	(1 576)
Placement dans des sociétés non consolidées	(19 276)	—
Diminution (augmentation) de la trésorerie soumise à restrictions	49 951	(229 721)
Achat de biens, matériel et aménagements des locaux loués	(10 664)	(45 354)
Produit de la sortie de biens, matériel et aménagements des locaux loués et d'immobilisations incorporelles	3 497	4 856
Achat d'immobilisations incorporelles	(47 050)	(38 770)
Diminution des billets à recevoir	2 408	28 741
Augmentation des coûts de financement différés	(44 546)	(41 509)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement – activités poursuivies	(39 703)	(351 412)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT <i>(note 26)</i>		
Émission de capital social, montant net <i>(note 12)</i>	155 775	3 432
Rachats d'actions	(78 917)	—
Émission d'emprunts garantis, montant net	103 707	(13 398)
Dividendes versés	(135 663)	(74 292)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement – activités poursuivies	44 902	(84 258)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(1 743)	(948)
Variation nette de la trésorerie affectée aux activités détachées <i>(note 26)</i>	—	(101 819)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie au cours de l'exercice	63 999	(44 126)
Trésorerie au début de l'exercice	12 638	56 764
Trésorerie à la fin de l'exercice des activités poursuivies	76 637	12 638
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Impôt payé au comptant	40 758	44 453
Intérêts payés au comptant	364 822	296 636

Voir les notes ci-jointes.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

1. INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ

Element Fleet Management Corp. (« Element Fleet », « EFN » ou la « société »), anciennement désignée Services financiers Élément (« Element »), a été constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario (Canada) le 11 mai 2007, date à laquelle elle a lancé ses activités. Le siège social de la société est situé au 161 Bay Street, bureau 3600, Toronto, Ontario. La société est une société ouverte négociée à la Bourse de Toronto sous le symbole « EFN ».

Le 16 février 2016, le conseil d'administration d'Element a approuvé le plan visant à séparer Element en deux sociétés ouvertes distinctes (la « scission »). Le plan prévoyait la scission des segments verticaux Financement commercial et financement de fournisseurs, Financement du secteur ferroviaire et Financement du secteur aéronautique d'Element et de ses filiales de la structure existante de la société afin de former une nouvelle société ouverte, ECN Capital Corp. (« ECN Capital »). La scission est entrée en vigueur le 3 octobre 2016. Au moment de la scission, les actionnaires ordinaires se sont vu attribuer une action ordinaire d'Element Fleet et une action ordinaire d'ECN Capital pour chaque action d'Element détenue.

Element Fleet est une société ouverte de gestion de parcs de véhicules qui compte des actifs et des activités de plus de 17,6 milliards de dollars aux États-Unis, au Canada, au Mexique, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Chef de file mondial de la gestion de parcs de véhicules, Element Fleet offre des services de classe mondiale et du financement pour des véhicules commerciaux et des parcs d'équipement, servant 50 pays dans le monde grâce à l'alliance mondiale Element-Arval. EFN fournit une gamme complète de services de gestion de parcs de véhicules qui couvre l'ensemble du cycle de vie des véhicules, de l'acquisition et du financement d'un véhicule à la gestion d'un programme de services et au marketing de relance, aidant plus de 2 800 clients à optimiser le rendement de leurs parcs de véhicules.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Énoncé de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board.

La publication des présents états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 14 mars 2018.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales en propriété exclusive depuis la date de leur acquisition. Les transactions et les soldes entre les entités ont été éliminés lors de la consolidation.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les filiales, qui comprennent certains partenariats privés et certaines entités structurées, sont des entités sur lesquelles la société exerce un contrôle. La société contrôle une entité si 1) elle détient le pouvoir sur l'entité; 2) elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison des liens avec l'entité; 3) elle a la capacité d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

Entreprises associées et coentreprises

Les entreprises associées et les coentreprises sont des entités sur lesquelles la société exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, mais non le contrôle, quant aux décisions d'exploitation et aux décisions financières. La direction doit poser des jugements importants pour déterminer si les droits de vote, les relations de gestion contractuelles et d'autres relations avec l'entité, le cas échéant, permettent à la société d'exercer une influence notable sur l'entité. Les investissements dans les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et initialement inscrits au coût. Par la suite, l'investissement dans une entreprise associée ou une coentreprise est ajusté afin de refléter les variations dans la quote-part des actifs nets de l'entreprise associée ou de la coentreprise revenant à la société, et ces variations sont reflétées dans les comptes de résultat consolidés.

Principales méthodes comptables

Créances de financement

La société fournit du financement à ses clients par l'entremise de contrats de location-financement et de prêts.

Les contrats de location-financement, qui sont des contrats dont les modalités transfèrent aux clients la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété de l'équipement, sont comptabilisés au coût amorti. Ces contrats de location sont comptabilisés à la valeur totale des paiements minimaux augmentée des valeurs résiduelles qui reviennent à la société et diminuée des produits financiers non acquis. Les produits financiers non acquis incluent les honoraires de montage perçus.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts sont répartis sur la durée prévue du prêt en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable du prêt. Les produits financiers non acquis incluent les honoraires de montage des prêts perçus.

Les coûts directs initiaux qui ont trait au montage des créances de financement sont différés et comptabilisés comme des ajustements du rendement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'actif financier connexe. Ces coûts s'ajoutent aux contrats de location ou prêts individuels et comprennent certaines activités spécifiques liées au traitement des demandes de financement, comme les coûts pour souscrire la transaction et les paiements de commissions.

Les contrats de location-financement et les prêts sont comptabilisés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. En pratique, un contrat de location-financement ou un prêt est réputé avoir subi une perte de valeur au moment où il fait l'objet d'une provision individuelle lorsque le recouvrement en temps utile n'est plus certain.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

ou s'il est en souffrance depuis 120 jours, selon la première éventualité. Lorsque des montants à recevoir sont réputés avoir subi une perte de valeur, leur valeur comptable est réduite à leur valeur de réalisation estimée en fonction de la juste valeur des biens reçus en garantie de la créance, nette de tous les coûts liés à la réalisation, en radiant en partie ou en totalité le prêt ou en comptabilisant une provision pour pertes sur créances.

Les créances de financement comprennent également des créances secondaires, notamment du crédit-relais (actifs visés par des contrats de location en transit vers le preneur) et des créances associées à la gestion de véhicules (montants à recevoir des produits tirés des services accessoires des parcs de véhicules, y compris les cartes d'approvisionnement en carburant, les services de gestion des accidents et les services d'entretien).

Équipement loué aux termes de contrats de location simple

La société établit le classement d'un contrat de location à sa date de création.

Un contrat de location simple est un contrat qui ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

Les contrats de location simple conclus par la société sont présentés à titre d'« Équipement loué aux termes de contrats de location simple » et sont comptabilisés au coût moins le cumul des amortissements et sont amortis à leurs valeurs résiduelles estimatives selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location ou sur la durée d'utilité estimative de l'actif sur une période d'au plus dix ans à compter de la date de fabrication, avec une durée moyenne d'environ 45 mois.

Les revenus locatifs découlant de contrats de location simple sont constatés selon le mode linéaire sur la durée des contrats.

L'équipement loué aux termes de contrats de location simple fait l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'actif excède la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Comptabilisation des produits

Les produits d'intérêts ont trait aux créances de financement décrites précédemment. Ces produits sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif pour les contrats de location et les prêts qui ne sont pas considérés comme ayant subi une perte de valeur et sont présentés nets de la provision pour pertes sur créances à titre de « Produits d'intérêts nets ».

Les produits tirés des services et autres produits sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement lorsque de tels services sont offerts au preneur. Ces services comprennent les cartes d'approvisionnement en carburant, les services de gestion des accidents et les services d'entretien. Les produits tirés des services et autres produits comprennent également les commissions de syndication, qui sont touchées par la société lorsqu'elle facilite la

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

mise en place d'un contrat de location entre un locataire et un tiers locateur. Les commissions de syndication sont comptabilisées en résultat net à l'achèvement de la syndication du contrat de location.

Provision pour pertes sur créances

La société examine chacun de ses contrats de location et prêts individuellement significatifs à la date de clôture pour évaluer la suffisance de la provision pour pertes sur créances et déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés. En particulier, la direction doit exercer son jugement quant à l'estimation du montant et de l'échéancier des flux de trésorerie futurs lorsqu'elle établit la provision. Ces estimations sont fondées sur des hypothèses relatives à un certain nombre de facteurs et les résultats réels pourraient différer des résultats prévus, ce qui entraînerait des changements futurs de la provision. Les contrats de location et les prêts qui ont été évalués individuellement et qui n'ont pas subi de perte de valeur, ainsi que tous les contrats de location individuellement non significatifs sont ensuite évalués collectivement, en groupe d'actifs comportant des risques similaires, pour déterminer si une provision doit être établie en raison d'événements générateurs de pertes subies pour lesquels il existe des indications objectives, mais dont les effets ne sont pas encore perceptibles. L'évaluation collective tient compte de données tirées du portefeuille de contrats de location et de prêts, comme les montants des arriérés et l'utilisation du crédit, et de jugements quant à l'incidence des concentrations de risques.

Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions se compose de comptes de réserves de trésorerie détenus en fiducie à titre de sûreté pour les emprunts garantis et de comptes de recouvrement de trésorerie exigés par les prêteurs de certains actifs financiers qui ne peuvent servir qu'à régler ces dettes.

La trésorerie soumise à restrictions comprend aussi les montants fournis à titre de garantie sur les contrats de dérivés.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La société utilise les dérivés afin de gérer son risque de taux d'intérêt et son exposition au taux de change, ainsi que son exposition aux cours boursiers liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions offerts par la société et comptabilisés dans le passif. Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur et présentés comme des actifs s'ils ont une juste valeur positive et comme des passifs s'ils ont une juste valeur négative.

La société applique la comptabilité de couverture aux dérivés qui respectent les critères de la comptabilité de couverture énoncés dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »).

Afin d'être admissible à la comptabilité de couverture, une relation de couverture doit être désignée et documentée officiellement conformément à l'IAS 39. La documentation de la société, conformément aux exigences, porte sur l'objectif et la stratégie de gestion du risque appliquée, l'actif financier, le passif financier ou les flux de trésorerie spécifiques faisant l'objet de la couverture et la manière d'évaluer l'efficacité de la

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

couverture. L'efficacité de la couverture est évaluée au début de la relation de couverture et régulièrement par la suite, soit au moins trimestriellement. Toute inefficacité de la couverture est comptabilisée immédiatement en résultat.

Couvertures de flux de trésorerie

La tranche efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que les flux de trésorerie prévus soient comptabilisés en résultat dans les périodes comptables futures. Lorsque les flux de trésorerie prévus sont comptabilisés en résultat, un montant approprié des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global (« CAÉRG ») est reclassé dans le compte de résultat. Toute inefficacité de la couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. S'il n'est plus probable que l'émission prévue de titres de dette à taux fixe ou l'acquisition prévue d'actifs à taux fixe sera réalisée, la perte ou le profit cumulatif connexe inclus dans le CAÉRG est immédiatement comptabilisé en résultat.

La société utilise des swaps de taux d'intérêt pour couvrir son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs découlant du risque de taux d'intérêt et du risque de change dans des transactions prévues hautement probables.

La société utilise également des dérivés de taux d'intérêt, essentiellement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs découlant du risque de taux d'intérêt sur ses actifs et sa dette à taux variable.

En outre, la société utilise des swaps sur rendement total pour couvrir son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs découlant de la fluctuation du cours des actions de la société à l'égard de ses régimes de rémunération fondée sur des actions comptabilisés à titre de passif.

Couvertures d'un investissement net

Les couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisées d'une manière semblable aux couvertures de flux de trésorerie. Les profits ou pertes sur un instrument de couverture lié à la tranche efficace de la couverture sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global tandis que les profits ou pertes liés à la tranche inefficace sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. À la cession de l'établissement à l'étranger, la valeur cumulée de ces profits ou pertes comptabilisée dans les capitaux propres est transférée aux comptes de résultat consolidés.

La société peut utiliser des contrats de change à terme ou une dette libellée en monnaies étrangères comme couverture de son exposition au risque de change lié à ses investissements dans des établissements à l'étranger.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Emprunts garantis

La société transfère régulièrement des groupements de créances de financement à des tiers, y compris des entités structurées. Les transferts des groupements de créances de financement en vertu de certains contrats, y compris les transferts où une sûreté réelle ou la propriété légale est transférée, n'entraînent pas la sortie des créances de financement des états de la situation financière consolidés de la société. Ces créances continuent d'être comptabilisées dans les états de la situation financière consolidés de la société à titre de créances de financement, comme il est décrit ci-dessus. Ainsi, ces transactions entraînent la comptabilisation d'emprunts garantis lorsqu'un montant est reçu d'un tiers ou d'une entité structurée.

Les emprunts garantis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts sont réparties sur la durée prévue de l'emprunt en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de la dette. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties de trésorerie futures estimées sur la durée prévue de la dette.

Les coûts de financement différés sont présentés en réduction des emprunts garantis et ont trait aux coûts engagés pour conclure des ententes de financement qui donnent lieu à ces conventions d'emprunts garantis. Ces montants sont amortis en résultat sur une période qui correspond à la durée jusqu'à l'échéance de l'emprunt garanti obtenu au cours de la période d'engagement initial.

Débetures convertibles

Les débetures convertibles sont comptabilisées à titre d'instrument financier hybride comprenant une composante dette et une composante capitaux propres distincte. La composante dette de cet instrument financier hybride est évaluée à la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale par actualisation des flux de paiements futurs d'intérêts ou de principal au taux d'intérêt en vigueur à la date d'émission pour des instruments comportant des modalités et des risques semblables. La composante dette est par la suite déduite du total de la valeur comptable de l'instrument hybride pour obtenir la composante capitaux propres. La composante dette est évaluée ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts fondées sur le taux d'intérêt nominal de la débenture et la désactualisation de la composante passif au montant à payer au moment du rachat sont comptabilisées en résultat à titre de charges financières.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Biens, matériel et aménagements des locaux loués

Les biens, le matériel et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût. La dotation aux amortissements de la société est établie selon la méthode de l'amortissement dégressif pour le matériel à l'aide de taux annuels visant à amortir le coût du matériel sur sa durée d'utilité estimée. Les aménagements des locaux loués sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats de location sous-jacents. Les bâtiments, les véhicules et les serveurs informatiques sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les terrains ne sont pas amortis. Les taux d'amortissement se présentent comme suit :

Matériel de bureau	30 % par année
Matériel informatique	55 % par année pour le matériel général
	5 ans pour les serveurs
Aménagements des locaux loués	Durée du contrat de location
Véhicules	4 ans
Bâtiments	25 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable estimée des immobilisations est inférieure à la valeur comptable, y compris une diminution de la valeur recouvrable découlant de la scission.

Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cela comporte la comptabilisation des actifs identifiables, y compris les immobilisations incorporelles et les passifs non comptabilisés antérieurement, et des passifs éventuels, exclusion faite de la restructuration future de l'entreprise acquise, à la juste valeur.

Le goodwill est initialement évalué au coût et correspond à l'excédent du prix d'acquisition d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et des passifs repris. Le goodwill est attribué à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle il se rapporte. Le goodwill n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation à l'égard de la valeur comptable de l'UGT annuellement, ou plus souvent lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il a pu se déprécier. La valeur comptable d'une UGT inclut la valeur comptable des actifs, des passifs et du goodwill attribués à l'UGT. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'UGT et ensuite aux autres actifs non financiers de l'UGT au prorata de leur valeur comptable. Toute perte de valeur est imputée en résultat dans la période au cours de laquelle elle est décelée. Le goodwill est présenté au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill ne sont pas permises.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Coûts de transaction et d'intégration et coûts de scission

La société présente les coûts de transaction et d'intégration et les coûts de scission séparément dans les comptes de résultat consolidés parce que ces coûts diffèrent des autres charges par leur fréquence et leur prévisibilité, et cette présentation distincte donne des renseignements utiles aux utilisateurs des états financiers.

La société définit les coûts de transaction comme des coûts différentiels qui sont engagés pour procéder à un regroupement d'entreprises ou à des regroupements d'entreprises et transactions éventuels et lui sont directement associés. Ces coûts de transaction comprennent les honoraires de consultation, les frais de contrôle préalable, les honoraires professionnels ou d'experts-conseils, certains coûts de financement, et la rémunération des membres de la direction attribuables directement à la transaction. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

La société définit les coûts d'intégration comme des coûts différentiels qui sont directement associés à un programme visant à intégrer une entreprise acquise aux activités existantes de la société. Les coûts d'intégration comprennent la rationalisation du personnel, les résiliations de contrats / contrats de location déficitaires, les coûts de relocalisation du personnel, la commercialisation de la nouvelle marque, les frais de consultation et les charges de rémunération interne associés à l'intégration et la restructuration connexe, la migration de données et la séparation des activités. Les coûts d'intégration sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés à moins que la comptabilisation anticipée soit appropriée selon les exigences ayant trait à la provision pour restructuration énoncées à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*.

La société définit les coûts de scission comme des coûts différentiels qui sont directement associés à la séparation de la société des activités détachées. Les coûts de scission comprennent les coûts de relocalisation du personnel, la commercialisation de la nouvelle marque, les frais de consultation associés aux activités liées à la scission, à la migration de données et à la séparation des activités, les honoraires juridiques, les frais d'inscription, les sorties de locaux abandonnés ou réduits et d'aménagements des locaux loués connexes, et les sorties de certains coûts de financement. Les coûts de scission sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés à moins que la comptabilisation anticipée soit appropriée selon les exigences ayant trait à la provision pour restructuration énoncées à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles de la société comprennent les logiciels et les relations clients et sont évaluées au coût. Toutes les immobilisations incorporelles de la société ont une durée d'utilité déterminée, sont amorties sur leur durée d'utilité, et sont soumises à un test de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. Les changements touchant la durée d'utilité attendue sont comptabilisés en modifiant la durée ou le mode d'amortissement, le cas échéant, et sont traités comme des changements d'estimation comptable. La dotation à l'amortissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les taux d'amortissement se présentent comme suit :

Logiciels	De 3 à 12 ans selon le logiciel
Relations clients	Amortissement dégressif de 5 % par année

Paielements fondés sur des actions

Options sur actions

La société effectue certaines attributions fondées sur des actions à certains salariés et administrateurs. Ces attributions consistent en des options sur actions réglées en trésorerie dont le coût correspondant est évalué d'après la juste valeur estimée à la date à laquelle les attributions sont effectuées. La juste valeur des options sur actions est estimée à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. Le coût des options sur actions émises aux salariés est comptabilisé graduellement conformément aux caractéristiques d'acquisition des droits pour chaque tranche de l'attribution.

Régime d'unités d'actions différées

La société a établi un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à l'intention des dirigeants et des administrateurs en vertu duquel le conseil d'administration peut attribuer des UAD en rémunération des services rendus. Le régime vise à promouvoir un meilleur alignement des intérêts à long terme entre les dirigeants et administrateurs et les actionnaires de la société. Le conseil d'administration détermine le montant, le calendrier, et les conditions d'acquisition des droits associés à chaque attribution d'UAD. En outre, les administrateurs peuvent choisir de recevoir jusqu'à concurrence de 100 % de leur rémunération annuelle en UAD. Les UAD attribuées en vertu de ce choix voient leurs droits pleinement acquis à la date d'attribution.

Chaque UAD a une valeur qui dépend de la juste valeur de marché d'une action ordinaire de la société et, lorsque des dividendes sont versés sur les actions ordinaires de la société, cumule des équivalents de dividendes sous forme d'UAD additionnelles en fonction du montant du dividende versé sur une action ordinaire. Les UAD viennent à échéance à la fin de l'emploi ou du mandat d'administrateur, moment où le détenteur a le droit de recevoir un montant en espèces qui reflète la juste valeur de marché d'un nombre équivalent d'actions ordinaires.

Les UAD sont comptabilisées dans les états de la situation financière consolidés comme un passif dans les dettes fournisseurs et charges à payer, et sont évaluées à la juste valeur. La juste valeur dépend du nombre d'UAD en circulation, de la valeur des actions ordinaires de la société, et, le cas échéant, de la partie de la période d'acquisition correspondante des droits qui est déjà écoulée.

Régime d'unités d'actions liées au rendement

La société a établi un régime d'UAR à l'intention des salariés de la société et de ses filiales en vertu duquel le conseil d'administration peut attribuer des UAR en guise de rémunération pour services rendus. Le conseil d'administration détermine le montant, le calendrier et les conditions d'acquisition des droits associés à chaque attribution d'UAR.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Le régime vise à promouvoir un meilleur alignement des intérêts à long terme entre les salariés et les actionnaires de la société. Chaque UAR a une valeur qui dépend de la juste valeur de marché d'une action ordinaire de la société et, lorsque des dividendes sont versés sur les actions ordinaires de la société, cumule des équivalents de dividendes sous forme d'UAR additionnelles en fonction du montant du dividende versé sur une action ordinaire.

Les UAR sont comptabilisées dans les états de la situation financière consolidés à titre de passif et sont évaluées à la juste valeur. La juste valeur dépend du nombre d'UAR en circulation, de la valeur des actions ordinaires de la société et, le cas échéant, de la partie de la période d'acquisition des droits correspondante qui est déjà écoulée ou des attentes relativement aux critères de rendement. Jusqu'à ce que les UAR soient réglées, le passif est réévalué et toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés à titre de charge au cours de la période de présentation de l'information financière pertinente.

Régime d'unités d'actions incessibles

La société a établi un régime d'unités d'actions incessibles (« UAI ») à l'intention des salariés de la société et de ses filiales en vertu duquel le conseil d'administration peut attribuer des UAI en guise de rémunération pour services rendus. Le conseil d'administration détermine le montant, le calendrier et les conditions d'acquisition des droits associés à chaque attribution d'UAI.

Le régime vise à promouvoir un meilleur alignement des intérêts à long terme entre les salariés et les actionnaires de la société. Chaque UAI a une valeur qui dépend de la juste valeur de marché d'une action ordinaire de la société et, lorsque des dividendes sont versés sur les actions ordinaires de la société, cumule des équivalents de dividendes sous forme d'UAI additionnelles en fonction du montant du dividende versé sur une action ordinaire.

Les UAI sont comptabilisées dans les états de la situation financière consolidés à titre de passif et sont évaluées à la juste valeur. La juste valeur dépend du nombre d'UAI en circulation, de la valeur des actions ordinaires de la société et, le cas échéant, de la partie de la période d'acquisition des droits correspondante qui est déjà écoulée. Jusqu'à ce que les UAI soient réglées, le passif est réévalué et toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés à titre de charge au cours de la période de présentation de l'information financière pertinente.

Résultat par action

Le résultat par action de base correspond au résultat net (à la perte nette) de l'exercice attribué (imputée) aux porteurs d'actions ordinaires, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est établi de la même manière que le résultat par action de base, en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice pour tenir compte de l'incidence dilutive, le cas échéant, des options et des bons de souscription et en supposant que ces derniers ont été exercés pour un nombre d'actions ordinaires calculé selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions suppose que tous les produits reçus par la société à l'exercice des options et des bons de

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

souscription ont servi à acheter des actions ordinaires au cours moyen sur le marché pendant la période de présentation de l'information financière.

Autres instruments financiers

Les autres instruments financiers détenus ou émis par la société comprennent la trésorerie, la trésorerie soumise à restrictions, les créances de financement, les créances clients, les billets à recevoir, les dettes fournisseurs et charges à payer et les emprunts garantis. Tous ces instruments financiers sont d'abord comptabilisés au coût et, par la suite, évalués au coût amorti.

Conversion de monnaies étrangères

Les états financiers consolidés de la société sont présentés en dollars canadiens, cette devise étant la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères de la société et de ses filiales ayant la même monnaie fonctionnelle sont convertis en utilisant le taux de clôture, et les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été établie. Les produits et les charges sont évalués aux taux de change moyens au cours de l'exercice. Les profits et pertes réalisés et latents résultant de la conversion en monnaies fonctionnelles figurent dans les comptes de résultat consolidés. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères, évalués au coût historique, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien, y compris le goodwill et les ajustements liés à la juste valeur découlant de l'acquisition, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les produits et charges de ces établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens aux taux de change moyens pour l'exercice. Les profits et pertes de change découlant de la conversion de ces établissements à l'étranger et des résultats de la couverture de l'investissement net dans ces établissements à l'étranger, nets des impôts applicables, sont inclus dans les écarts de conversion nets compris dans le cumul des autres éléments du résultat global. Un actif ou passif d'impôt différé n'est pas comptabilisé à l'égard d'un profit ou d'une perte de change découlant d'un investissement de la société dans ses établissements à l'étranger parce qu'il n'est pas prévu qu'un tel profit ou une telle perte soit réalisé aux fins fiscales dans un avenir prévisible.

Lorsqu'il y a cession d'un établissement à l'étranger, le cumul des profits et pertes de change, y compris l'incidence de la couverture, est reclassé des autres éléments du résultat global aux comptes de résultat consolidés et est inclus dans les profits ou pertes comptabilisés à la cession d'établissements à l'étranger.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Impôt sur le résultat

La société utilise la méthode du passif fiscal pour établir l'impôt sur le résultat pour toutes les transactions comptabilisées dans ses états financiers consolidés. Cette méthode exige que l'impôt sur le résultat tienne compte des conséquences fiscales futures prévues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Les actifs et passifs d'impôt différé sont déterminés pour chaque différence temporaire et pour les pertes inutilisées, le cas échéant, aux taux qui devraient être en vigueur lorsque l'actif sera réalisé ou que le passif sera réglé. L'effet sur les actifs et passifs d'impôt différé d'une modification des taux d'imposition est comptabilisé en résultat ou en capitaux propres dans la période au cours de laquelle les taux sont quasi adoptés. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les actifs peuvent être recouvrés.

Modifications comptables futures

La nouvelle prise de position sur les IFRS ci-après a été publiée, mais n'est pas encore entrée en vigueur et pourrait avoir une incidence future sur les états financiers consolidés de la société.

L'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), a été publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, novembre 2013 et juillet 2014, et s'appliquera de manière rétrospective ou sur une base rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle vise à remplacer l'IAS 39. Le projet a été divisé en trois phases : classement et évaluation, dépréciation des actifs financiers et comptabilité de couverture. La méthode de classement et d'évaluation de l'IFRS 9 prévoit que les actifs financiers soient évalués au coût amorti ou à la juste valeur sur la base du modèle économique suivi par les entités pour la gestion des actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Le classement et l'évaluation des passifs financiers sont restés pratiquement les mêmes. La nouvelle norme remplace le modèle de perte subie existant utilisé pour évaluer la provision pour pertes sur créances par un modèle fondé sur les pertes attendues. La norme présente un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ainsi que les informations correspondantes sur les activités de gestion du risque à fournir par les entités appliquant la comptabilité de couverture. Au moment de la transition à l'IFRS 9, la participation de la société dans ECAF I Ltd. par l'intermédiaire d'ECAF I Holdings Ltd. sera classée comme étant évaluée à la juste valeur par le biais du résultat net, de sorte que les intérêts courus précédemment comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour les investissements au coût amorti seront contrepassés, et la société comptabilisera un ajustement de juste valeur qu'elle est toujours en train d'évaluer. De plus, la société prévoit une augmentation de la provision pour pertes sur créances par suite du passage au modèle des pertes prévues, y compris une provision pour prêts consentis à 19th Capital Group LLC. La société est en voie de finaliser et de peaufiner le modèle. L'incidence de ces deux éléments, qui peut être importante, sera comptabilisée dans le solde d'ouverture des résultats non distribués. La société ne s'attend pas à ce que les changements apportés à la comptabilité de couverture aient une incidence importante.

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), a été publiée en mai 2014 et s'applique de manière rétrospective ou sur une base rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'IFRS 15 clarifie les principes de comptabilisation des produits des activités ordinaires, fournit un cadre solide pour comptabiliser les produits des activités ordinaires

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

et les flux de trésorerie découlant de contrats avec les clients et rehausse les exigences de présentation d'informations qualitatives et quantitatives. L'IFRS 15 ne s'applique pas aux contrats de location, aux instruments financiers et aux autres droits et obligations contractuels connexes et aux contrats d'assurance. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 et ne prévoit pas qu'elle aura une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

L'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), remplacera l'IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »). L'IFRS 16 reprend en grande partie les exigences comptables de l'IAS 17 à l'égard de la comptabilisation par le bailleur, en ajoutant certaines obligations en matière d'information à fournir. Pour la comptabilisation par le preneur, la nouvelle norme fera en sorte que la quasi-totalité des contrats de location seront comptabilisés de façon similaire aux contrats de location-financement en vertu de l'IAS 17, y compris les contrats de location comptabilisés antérieurement à titre de contrats de location simple. L'IFRS 16 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La direction évalue actuellement l'incidence éventuelle que l'adoption de l'IFRS 16 aura sur les états financiers consolidés de la société.

3. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES ET RECOURS AU JUGEMENT

La préparation d'états financiers consolidés selon les IFRS exige de la direction qu'elle procède à des estimations et exerce son jugement à l'égard de questions qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés et sur les montants constatés au titre des produits et des charges de la période considérée. Les estimations et jugements sont fondés sur l'information disponible à la date de publication des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer de ces montants. Les questions d'information financière exigeant de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des jugements sont présentées ci-après.

Provision pour pertes sur créances

Le moment auquel il convient de constituer une provision pour pertes sur créances et le montant de la provision nécessaire, compte tenu de la solvabilité de la contrepartie, de la juste valeur des garanties sous-jacentes données, de l'évolution de la conjoncture économique, de la valeur résiduelle prévue des actifs loués sous-jacents et de la connaissance du passé, relève du jugement. L'évaluation de la provision requise pour les prêts consentis à la coentreprise 19th Capital, en recourant à des modèles d'évaluation développés en interne et en externe qui tiennent compte de divers facteurs et de diverses hypothèses, dont les rentrées de fonds prévues, les taux de croissance, les taux d'actualisation et la valeur des actifs, relève également du jugement (*note 6*).

Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des pertes fiscales inutilisées dans la mesure où il est probable que ces pertes pourront être déduites des bénéfices imposables futurs. La comptabilisation des montants d'actifs d'impôt différé, compte tenu du calendrier et du montant des bénéfices imposables qui seront vraisemblablement réalisés, de même que de l'incidence des stratégies de planification fiscale, relève du jugement.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Charge liée aux options sur actions

La charge de rémunération liée aux options sur actions attribuées par la société aux salariés et aux non-salariés en échange de services rendus est fondée sur la juste valeur de l'option. La juste valeur des options sur actions est établie à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes, lequel tient compte d'hypothèses et, par conséquent, comporte une incertitude de mesure.

Durée d'utilité et valeur résiduelle de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple

L'équipement de la société loué aux termes de contrats de location simple est comptabilisé au coût et amorti à sa valeur résiduelle estimative selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimative. La société établit la durée d'utilité économique selon l'estimation de la direction de la période pendant laquelle l'actif générera des produits. La valeur résiduelle repose sur l'expérience et des facteurs économiques. La direction examinera régulièrement le bien-fondé de la durée d'utilité estimative et de la valeur résiduelle en fonction des changements dans le contexte économique et d'autres facteurs. Des changements apportés à ces estimations entraîneront une variation de la charge d'amortissement future.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises exigent que la direction exerce son jugement pour évaluer la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, et des passifs et passifs éventuels contractés ou repris.

Participation dans une coentreprise

Le coût d'une participation dans une coentreprise exige que la direction exerce son jugement pour évaluer la juste valeur des actifs apportés à la coentreprise par la société. De plus, la direction devra faire preuve de jugement pour évaluer la recouvrabilité de la valeur comptable de la participation de la société dans la coentreprise en recourant à des modèles d'évaluation développés en interne qui tiennent compte de divers facteurs et de diverses hypothèses, dont les rentrées de fonds prévues, les taux de croissance, les taux d'actualisation et la valeur des actifs (*note 6*).

Évaluation des immobilisations incorporelles – relations clients

Les relations clients de la société exigent de la direction qu'elle exerce son jugement dans l'évaluation de la juste valeur de cette immobilisation incorporelle acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La direction recourt à des modèles d'évaluation développés en interne qui tiennent compte de divers facteurs et de diverses hypothèses, dont les rentrées de fonds prévues et les taux de croissance et d'actualisation. En outre, la direction doit exercer son jugement pour estimer le taux d'attrition de la clientèle afin de déterminer la période d'amortissement appropriée à appliquer à cette immobilisation incorporelle.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Évaluation du goodwill

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment lorsque des indices laissent croire qu'une dépréciation a eu lieu, en comparant sa valeur comptable à sa valeur recouvrable. La direction utilise son jugement pour estimer les valeurs recouvrables des UGT de la société et a recours à des modèles d'évaluation développés en interne qui tiennent compte de divers facteurs et de diverses hypothèses, dont les rentrées de fonds prévues, et les taux de croissance et d'actualisation. Le recours à diverses hypothèses et estimations pourrait influencer la détermination de l'existence de la dépréciation et l'évaluation du goodwill.

Évaluation du dividende au titre de la distribution

La juste valeur du dividende au titre de la distribution exige que la direction exerce son jugement pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs distribués. La société a fait appel à des évaluateurs indépendants pour modéliser et évaluer la juste valeur.

4. CRÉANCES DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent les créances de financement en fonction de l'emplacement des débiteurs ultimes :

	31 décembre 2017			
	Canada \$	États-Unis \$	Ailleurs \$	Total \$
Paiements minimaux en vertu des contrats de location	1 473 742	10 617 200	281 248	12 372 190
Valeurs résiduelles non garanties	—	16 326	71 532	87 858
Investissement brut	1 473 742	10 633 526	352 780	12 460 048
Produits non acquis	(149 772)	(788 515)	(40 281)	(978 568)
Investissement net	1 323 970	9 845 011	312 499	11 481 480
Valeur nette de réalisation des créances dépréciées	381	4 225	4 059	8 665
Coûts et subventions différés non amortis	(5 121)	(99 901)	—	(105 022)
Paiements effectués d'avance au titre de la location et dépôts de garantie	(5 807)	(38 427)	(20 166)	(64 400)
Crédit-relais	41 058	533 636	12 523	587 217
Créances associées aux services de gestion de parcs de véhicules	105 005	503 581	51 641	660 227
Autres créances	1 219	120 111	82 940	204 270
Provision pour pertes sur créances	(324)	(2 770)	(1 210)	(4 304)
Créances de financement, montant total	1 460 381	10 865 466	442 286	12 768 133

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

	31 décembre 2016			
	Canada	États-Unis	Ailleurs	Total
	\$	\$	\$	\$
Paievements minimaux en vertu des contrats de location	1 465 962	11 410 387	292 910	13 169 259
Valeurs résiduelles non garanties	—	12 789	72 901	85 690
Investissement brut	1 465 962	11 423 176	365 811	13 254 949
Produits non acquis	(115 729)	(733 527)	(33 160)	(882 416)
Investissement net	1 350 233	10 689 649	332 651	12 372 533
Valeur nette de réalisation des créances dépréciées	635	1 499	1 029	3 163
Coûts et subventions différés non amortis	(6 322)	(123 184)	(323)	(129 829)
Paievements effectués d'avance au titre de la location et dépôts de garantie	(7 385)	(6 201)	(13 982)	(27 568)
Crédit-relais	58 450	422 960	1 669	483 079
Créances associées aux services de gestion de parcs de véhicules	79 457	496 526	47 865	623 848
Autres créances	693	72 564	61 609	134 866
Provision pour pertes sur créances	(1 350)	(2 985)	(1 746)	(6 081)
Créances de financement, montant total	1 474 411	11 550 828	428 772	13 454 011

Le tableau suivant présente la répartition de l'investissement net dans les créances de financement en souffrance en fonction du solde du contrat :

	31 décembre 2017 ¹		31 décembre 2016	
	\$	%	\$	%
En souffrance de 31 à 60 jours	3 999	0,03	2 057	0,02
En souffrance de 61 à 90 jours	5 918	0,05	250	0,00
En souffrance depuis plus de 90 jours	1 594	0,01	360	0,00
Total des créances en souffrance	11 511	0,09	2 667	0,02
Courantes	11 469 969	99,91	12 369 866	99,98
Total de l'investissement net	11 481 480	100,00	12 372 533	100,00

- 1) Au 31 décembre 2017, une tranche de 5 240 \$ des montants en souffrance était liée aux portefeuilles acquis du secteur d'exploitation Gestion d'actifs secondaires. La Société maintient une retenue/un compte de liquidité ou d'escompte à l'acquisition financé par les vendeurs pour couvrir les pertes.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Principales caractéristiques des créances de financement

	31 décembre 2017		31 décembre 2016 ¹	
	Contrats de location	Prêts ²	Contrats de location	Prêts ²
Investissement net	10 625 691 \$	855 789 \$	11 484 494 \$	888 039 \$
Taux d'intérêt fixe moyen pondéré	3,99 %	5,90 %	4,01 %	5,29 %
Taux d'intérêt variable moyen pondéré	4,07 %	9,71 %	3,26 %	8,83 %
Pourcentage du portefeuille assorti d'un taux d'intérêt fixe	46,04 %	98,77 %	45,09 %	94,23 %

- 1) Le 31 décembre 2016, les contrats de location et les prêts ont été reclassés et les taux d'intérêt moyens pondérés ajustés afin de tenir compte de la nature des prêts consentis à la coentreprise, plutôt que des actifs apportés.
- 2) Dont les prêts à la coentreprise 19th Capital d'un montant de 775 898 \$ à un taux d'intérêt fixe moyen pondéré de 5,60 % (829 108 \$ à un taux d'intérêt fixe moyen pondéré de 5,28 % au 31 décembre 2016).

Provision pour pertes sur créances

L'analyse de la provision pour pertes sur créances de la société pour les exercices clos les 31 décembre se présente comme suit :

	2017 \$	2016 ¹ \$
Provision pour pertes sur créances au début de l'exercice	6 081	13 397
Recouvrement de pertes sur créances	(921)	(3 834)
Sorties, nettes des recouvrements	(611)	(2 654)
Incidence des taux de change	(245)	(828)
Provision pour pertes sur créances à la fin de l'exercice	4 304	6 081
Provision en pourcentage des créances de financement	0,03 %	0,05 %
Créances de financement en souffrance (90 jours et plus)	1 594	360
Créances de financement en souffrance (90 jours et plus) en pourcentage de l'investissement net dans les créances de financement	0,01 %	0,00 %
Créances dépréciées, à leur valeur nette de réalisation estimée	8 665	3 163

- 1) Les montants ont été ajustés pour tenir compte des activités poursuivies.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Échéances contractuelles

L'échéance contractuelle de l'encours du portefeuille des activités poursuivies aux 31 décembre, exclusion faite des créances dépréciées et en supposant l'absence de remboursement anticipé, était la suivante :

	2017			2016		
	Investissement brut	Produits non acquis	Investissement net	Investissement brut	Produits non acquis	Investissement net
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Échéance						
Dans moins d'un an	4 969 219	(357 502)	4 611 717	4 690 470	(248 903)	4 441 567
Dans 1 an à 3 ans	5 795 170	(454 139)	5 341 031	6 433 899	(410 476)	6 023 423
Dans 3 ans à 5 ans	1 280 894	(123 199)	1 157 695	1 726 274	(173 426)	1 552 848
Au-delà de 5 ans	414 765	(43 728)	371 037	404 306	(49 611)	354 695
	12 460 048	(978 568)	11 481 480	13 254 949	(882 416)	12 372 533

5. ÉQUIPEMENT LOUÉ AUX TERMES DE CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La société agit à titre de bailleur dans le cadre des contrats de location simple et continue de comptabiliser les actifs loués dans ses états de la situation financière consolidés. Les paiements reçus aux termes des contrats de location, nets de l'amortissement, sont comptabilisés en résultat net à titre de « Revenus locatifs nets ».

	Pour les exercices clos les	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
COÛT		
Au début de l'exercice	1 725 800	1 523 677
Acquisitions	806 806	672 417
Transferts	12 251	(2 292)
Cessions	(387 543)	(365 735)
Écarts de conversion	(122 639)	(102 267)
À la fin de l'exercice	2 034 675	1 725 800
CUMUL DES AMORTISSEMENTS		
Au début de l'exercice	304 163	89 855
Charge d'amortissement pour l'exercice	366 531	340 233
Cessions	(147 495)	(110 381)
Écarts de conversion	(87 947)	(15 544)
À la fin de l'exercice	435 252	304 163
Valeur nette comptable	1 599 423	1 421 637

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les paiements minimums futurs aux termes des contrats de location simple non résiliables des activités poursuivies aux 31 décembre sont présentés dans le tableau suivant :

	2017	2016
	\$	\$
Dans moins d'un an	438 093	445 727
Dans 1 an à 3 ans	591 646	540 184
Dans 3 ans à 5 ans	202 563	118 029
Au-delà de 5 ans	45 630	24 636
	1 277 932	1 128 576

6. PLACEMENTS COMPTABILISÉS SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

ECAF I Holdings Ltd.

Le 22 juin 2015, la société a acquis une participation de 32,5 % dans ECAF I Holdings Ltd., qui est la société de portefeuille mère d'ECAF I LuxCo S.à.r.l., une entité qui a investi dans les billets de catégorie E-1 d'ECAF I Ltd., un émetteur coté de titres adossés à des créances dans le secteur aéronautique. Au 31 décembre 2017, ECAF I Ltd. avait un actif total de 1 441,5 millions de dollars (1 998,2 millions de dollars au 31 décembre 2016), des billets de premier rang en cours de 1 187,8 millions de dollars (1 491,3 millions de dollars au 31 décembre 2016) et des billets de rang subordonné de catégorie E-1 en cours de 402,2 millions de dollars (415,6 millions de dollars au 31 décembre 2016).

ECAF I Holdings Ltd. était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés de la société. Au 31 décembre 2017, la valeur comptable de l'investissement de la société de 130 588 \$ (148 056 \$ au 31 décembre 2016) était présentée au poste Créances clients et autres actifs des états de la situation financière consolidés. La société a comptabilisé des produits de 18 100 \$ provenant de son investissement dans l'entreprise associée pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (19 301 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016), qui ont été inclus dans les produits d'intérêts dans les comptes de résultat consolidés.

Splend Holdings PTY Limited

Le 15 août 2017, la société a acquis une participation de 12,5 % dans Splend Holdings PTY Limited (« Splend »), fournisseur de véhicules pour des services de covoiturage et de livraison sur demande, principalement en Australie, pour un montant de 7 143 dollars australiens ou 7 124 dollars canadiens.

Au 31 décembre 2017, Splend avait un actif total de 36 869 \$ et un passif total de 25 305 \$. La valeur comptable de l'investissement de la société était de 7 015 \$, y compris un goodwill de 5 997 \$, au 31 décembre 2017 (néant au 31 décembre 2016) et est présentée au poste Créances clients et autres actifs dans les états de la situation financière consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

De plus, la société a fourni des services de gestion de parcs de véhicules et de financement de véhicules à Splend à des prix comparables à ceux offerts à des clients similaires de la société. Au 31 décembre 2017, la Société avait fourni 11 882 \$ en financement de véhicules et s'était engagée à fournir des services additionnels de gestion de parcs de véhicules et de financement de véhicules dans diverses devises, selon un engagement de 88 599 \$ CA au 31 décembre 2017, et un engagement maximal de 198 358 \$ CA, sous réserve du respect de modalités, conditions et clauses restrictives particulières.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a comptabilisé des produits de 81 \$ provenant de son investissement dans l'entreprise associée (néant pour l'exercice clos le 31 décembre 2016), qui ont été inclus dans la quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et provision dans les comptes de résultat consolidés.

19th Capital Group LLC

Le 30 décembre 2016, la société a acquis une participation de 49,99 % dans 19th Capital Group LLC (« 19th Capital »), une coentreprise intervenant dans la location de tracteurs routiers et de camions aux États-Unis. La société a contribué à hauteur de 963 378 \$ aux créances de financement et aux actifs et passifs connexes, et a obtenu des créances sur prêts de 829 108 \$ et des capitaux propres nets de 134 270 \$.

Les soldes globaux des montants au titre des prêts à recevoir de la coentreprise s'élevaient à 775 898 \$ au 31 décembre 2017 et portaient intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 5,60 % (829 108 \$ à 5,28 % au 31 décembre 2016). Les prêts étaient constitués : a) d'emprunts à terme de 752 427 \$ portant intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 5,56 % (829 108 \$ à 5,28 % au 31 décembre 2016), ayant une échéance au plus tard le 31 décembre 2023 et sont garantis par des tracteurs routiers et des contrats de location correspondants; et b) d'une ligne de crédit renouvelable pour un fonds de roulement de 23 471 \$ à 7,00 % (néant au 31 décembre 2016). Le solde disponible sur la ligne de crédit était de néant \$ US (16 630 \$ US au 31 décembre 2016).

L'encours des prêts consentis à 19th Capital représente 6,8 % (6,7 % au 31 décembre 2016) de la valeur comptable de l'investissement net de la société dans des créances de financement et représente une concentration du risque de crédit. La société a conclu que les flux de trésorerie estimatifs futurs rattachés à ces prêts suffiront pour recouvrer le capital et les intérêts à un rendement égal aux taux d'intérêt contractuels initiaux. Par conséquent, aucune provision pour pertes sur créances n'a été comptabilisée jusqu'ici relativement à ces prêts. Il a fallu faire preuve de beaucoup de jugement pour évaluer la pertinence de comptabiliser une perte de valeur relativement à ces prêts, particulièrement en ce qui concerne le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs de 19th Capital. Dans le cadre de l'évaluation, la société a examiné le plan d'affaires de 19th Capital, qui reposait sur des hypothèses concernant l'utilisation des tracteurs routiers, les taux de location, les coûts d'entretien et la capacité de la coentreprise à obtenir du financement de tiers pour l'achat de nouveaux tracteurs en 2019 et au-delà. La société a accepté que des modifications soient apportées aux remboursements des prêts à terme pour tenir compte du montant et de l'échéancier des flux de trésorerie de 19th Capital. Ces modifications s'élevaient à 23 537 \$ au 31 décembre 2017 et ont été effectuées principalement au cours des trois derniers mois de l'exercice clos le 31 décembre 2017. La société croit également que le recouvrement complet de ses prêts comme il est décrit ci-dessus exigera une autre modification provisoire des paiements de capital des emprunts à terme avant que puissent s'améliorer les taux d'utilisation. La société estime à l'heure actuelle que la modification provisoire des paiements de capital

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

s'établira à environ 60 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. La société est d'avis que l'évaluation visant à établir s'il était survenu une perte de valeur des prêts à 19th Capital et les hypothèses connexes reflètent une estimation raisonnable de la recouvrabilité de ces prêts. Cependant, si ces hypothèses sont inexactes, la société pourrait être exposée à des pertes de valeur dans des périodes futures.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a comptabilisé des pertes sans effet de trésorerie de 121 063 \$ provenant de son investissement dans 19th Capital (néant pour l'exercice clos le 31 décembre 2016), qui ont été incluses dans la quote-part de la perte sur placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et provision dans les comptes de résultat consolidés. Les pertes sans effet de trésorerie liées à l'investissement de la société dans 19th Capital comprennent des pertes d'exploitation de 41 377 \$ et des pertes de 50 665 \$ sur certains actifs comptabilisés dans les états financiers de la coentreprise pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. De plus, la société a constitué une réserve nette de 29 021 \$ pour refléter son évaluation de la juste valeur actuelle de son investissement en capitaux propres selon un modèle d'actualisation des flux de trésorerie généré en interne, élaboré avec l'aide de conseillers externes. Les données et hypothèses importantes de ce modèle sont conformes à celles prises en compte dans le cadre de l'évaluation du recouvrement des prêts susmentionnés. Toutes les données clés utilisées par la société pour estimer la juste valeur appartiennent à l'étape 3 de la hiérarchie des justes valeurs dont il est question à la note 25, Juste valeur des instruments financiers.

Après l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a acheté un portefeuille de camions lourds de 19th Capital pour 9 821 \$, et ceux-ci ont été ajoutés au portefeuille de camions lourds d'Element.

La participation de la société dans 19th Capital est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés. Le tableau suivant présente un sommaire de l'information financière de la coentreprise et un rapprochement de la valeur comptable de l'investissement dans les états financiers consolidés :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Sommaire de l'état de la situation financière de 19th Capital :		
Actifs courants	69 814	119 351
Actifs non courants	1 069 757	1 354 204
Passifs courants	(13 956)	(15 659)
Passifs non courants	(1 055 180)	(1 189 355)
Actifs nets	70 435	268 541
Quote-part de la société des capitaux propres de la coentreprise	35 218	134 271
Dépréciation	(29 021)	—
Conversion de monnaies et autres	3 803	1 575
Valeur comptable de l'investissement de la société	10 000	135 846

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

	Exercice clos le 31 décembre 2017 \$
Sommaire des comptes de résultat consolidés de 19th Capital :	
Produits	208 587
Salaires, charges générales et administratives	(71 821)
Résultat avant charge d'intérêts, amortissement et impôt	136 766
Charges d'intérêts	59 147
Résultat avant amortissement et impôt	77 619
Amortissement de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple	160 374
Résultat opérationnel	(82 755)
Perte liée aux cessions et perte de valeur de l'équipement détenu en vue de la vente	101 329
Résultat net et total du résultat global	(184 084)
Quote-part de la société du résultat net	(92 042)
Provision pour dépréciation	(29 021)
Quote-part de la perte de la coentreprise et provision pour dépréciation de la coentreprise	(121 063)

Au 31 décembre 2017, une tranche de 775 898 \$ payable à la société figure dans les passifs non courants présentés ci-dessus (829 108 \$ en 2016).

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

7. BIENS, MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

	2017					
	Aménagements des locaux loués	Matériel informatique	Matériel de bureau	Terrains et bâtiments	Véhicules	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Activités poursuivies						
COÛT						
Au 1 ^{er} janvier 2017	8 245	47 218	8 058	22 983	7 821	94 325
Acquisitions	268	5 589	503	—	4 304	10 664
Cessions	(9)	(5 488)	(154)	—	(5 590)	(11 241)
Écarts de conversion	(205)	(2 117)	(326)	(1 469)	(194)	(4 311)
Au 31 décembre 2017	8 299	45 202	8 081	21 514	6 341	89 437
CUMUL DES AMORTISSEMENTS						
Au 1 ^{er} janvier 2017	1 439	5 047	3 519	1 212	2 366	13 583
Cessions	63	(34)	(309)	—	(2 180)	(2 460)
Charge d'amortissement pour l'exercice	1 016	7 447	854	783	1 607	11 707
Écarts de conversion	(57)	(431)	(126)	(100)	(88)	(802)
Au 31 décembre 2017	2 461	12 029	3 938	1 895	1 705	22 028
Valeur nette comptable – activités poursuivies	5 838	33 173	4 143	19 619	4 636	67 409
	2016					
	Aménagements des locaux loués	Matériel informatique	Matériel de bureau	Terrains et bâtiments	Véhicules	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Activités poursuivies						
COÛT						
Au 1 ^{er} janvier 2016	7 400	8 657	7 291	23 644	8 920	55 912
Acquisitions	2 918	36 652	1 366	44	4 315	45 295
Acquisitions d'entreprises (note 22)	—	2 692	—	—	—	2 692
Cessions	(1 892)	(642)	(432)	—	(4 925)	(7 891)
Écarts de conversion	(181)	(141)	(167)	(705)	(489)	(1 683)
Au 31 décembre 2016	8 245	47 218	8 058	22 983	7 821	94 325
CUMUL DES AMORTISSEMENTS						
Au 1 ^{er} janvier 2016	908	2 862	2 264	413	2 122	8 569
Cessions	(638)	(349)	(267)	—	(1 781)	(3 035)
Charge d'amortissement pour l'exercice	1 186	2 570	1 550	802	2 054	8 162
Écarts de conversion	(17)	(36)	(28)	(3)	(29)	(113)
Au 31 décembre 2016	1 439	5 047	3 519	1 212	2 366	13 583
Valeur nette comptable – activités poursuivies	6 806	42 171	4 539	21 771	5 455	80 742

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels			Relations clients			Total
	Coût	Cumul des amortissements	Valeur comptable nette	Coût	Cumul des amortissements	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1^{er} janvier 2017 – activités poursuivies	104 216	(8 746)	95 470	890 647	(105 697)	784 950	880 420
Acquisitions	46 833	—	46 833	—	—	—	46 833
Amortissement	—	(4 269)	(4 269)	—	(55 823)	(55 823)	(60 092)
Écarts de conversion	(5 342)	(197)	(5 539)	(49 852)	7 538	(42 314)	(47 853)
31 décembre 2017 – activités poursuivies	145 707	(13 212)	132 495	840 795	(153 982)	686 813	819 308
1^{er} janvier 2016 – activités poursuivies	73 189	(6 318)	66 871	914 643	(43 472)	871 171	938 042
Acquisitions	38 770	—	38 770	—	—	—	38 770
Amortissement	—	(2 915)	(2 915)	—	(62 472)	(62 472)	(65 387)
Cessions/sorties	(5 286)	291	(4 995)	—	—	—	(4 995)
Écarts de conversion	(2 457)	196	(2 261)	(23 996)	247	(23 749)	(26 010)
31 décembre 2016 – activités poursuivies	104 216	(8 746)	95 470	890 647	(105 697)	784 950	880 420

9. GOODWILL

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 282 643	1 280 171
Ajouts découlant de nouvelles acquisitions (note 22)	—	42 527
Distribution à la scission	—	(7 890)
Écarts de conversion	(73 299)	(32 165)
Solde à la fin de l'exercice	1 209 344	1 282 643

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Le goodwill a été attribué à l'UGT Gestion de parcs de véhicules aux 31 décembre 2017 et 2016. Aux fins du test de dépréciation, le montant recouvrable de l'UGT Gestion de parcs de véhicules a été déterminé selon sa valeur d'utilité. La méthode de la valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimés sur une période de cinq ans renvoyant aux plus récentes prévisions financières approuvées par la direction et aux résultats historiques réels, actualisés à la valeur actuelle. Au-delà de la période initiale de cinq ans, les flux de trésorerie ont été estimés comme augmentant à des taux annuels perpétuels pouvant atteindre jusqu'à 4 %. Les taux d'actualisation que la société a utilisés pour calculer le montant recouvrable étaient de 13,2 %, à partir d'un taux d'intérêt sans risque, majoré d'une prime de risque sur capitaux propres, d'une prime relative à la taille et d'une prime de risque propre à la société. Le taux d'intérêt sans risque, la prime de risque sur capitaux propres et la prime relative à la taille reposaient sur des données tirées de sources externes, tandis que la prime de risque propre à la société reposait sur des facteurs que la direction estimait être propres à l'entreprise. Les hypothèses utilisées étaient conformes à celles observées lors des récentes acquisitions d'entreprises de la société dans des conditions de concurrence normale.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses décrites ci-dessus, la direction a déterminé qu'aucun changement possible raisonnable dans l'une d'entre elles ne pourrait faire en sorte que la valeur comptable de l'UGT Gestion de parcs de véhicules excède sa valeur recouvrable.

10. EMPRUNTS GARANTIS

Les emprunts garantis en cours se présentaient comme suit :

	31 décembre 2017			
	Solde en cours	Taux d'intérêt moyen pondéré ¹	Créances de financement et équipement loué aux termes de contrats de location simple donnés en garantie	Réserves de trésorerie
	\$	%	\$	\$
Billets à terme, en période d'amortissement	2 150 569	2,34	2 270 101	49 189
Billets à terme, en période de renouvellement	4 022 080	2,07	4 245 634	41 428
Billets de financement à taux variable	3 027 353	2,35	3 201 050	32 195
Emprunts adossés à des créances – gestion de parcs de véhicules	9 200 002	2,23	9 716 785	122 812
Facilité de crédit de premier rang à terme ²	3 168 087	2,77	—	—
	12 368 089	2,36	9 716 785	122 812
Coûts de financement différés	(60 216)			
Total des emprunts garantis	12 307 873			

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

	31 décembre 2016			
	Solde en cours	Taux d'intérêt moyen pondéré ¹	Créances de financement et équipement loué aux termes de contrats de location simple donnés en garantie	Réserves de trésorerie
	\$	%	\$	\$
Billets à terme, en période d'amortissement	3 001 980	1,52	3 207 420	63 987
Billets à terme, en période de renouvellement	2 260 838	2,03	2 377 640	29 446
Billets de financement à taux variable	4 786 118	1,70	5 113 658	58 037
Autres	2 123	4,62	2 123	—
Emprunts adossés à des créances – gestion de parcs de véhicules	10 051 059	1,72	10 700 841	151 470
Facilité de crédit de premier rang à terme ²	2 978 122	2,56	—	—
	13 029 181	1,91	10 700 841	151 470
Coûts de financement différés	(45 646)			
Emprunts garantis des activités poursuivies	12 983 535			

1) Représente le taux d'intérêt stipulé moyen pondéré de l'encours de la dette à la clôture de l'exercice et exclut l'amortissement des coûts de financement différés, des primes ou escomptes et des commissions d'attente et l'incidence des activités de couverture.

2) La facilité de crédit renouvelable de premier rang est garantie par un contrat de sûreté générale en faveur des prêteurs qui comprend une sûreté réelle de premier rang à l'égard de tous les biens.

La société respectait toutes les clauses financières restrictives et ses restrictions relatives à la communication de l'information auprès de tous ses prêteurs aux 31 décembre 2017 et 2016.

Emprunts adossés à des créances – gestion de parcs de véhicules

Les emprunts adossés à des créances au titre de la gestion de parcs de véhicules comprennent des billets à terme et des billets de financement à taux variable.

Les billets à terme procurent un montant de financement fixe au moment de leur émission.

Dans le cas des billets à terme en période d'amortissement, les paiements mensuels au titre de la location attribuables aux séries sont utilisés pour rembourser le capital jusqu'à ce que les billets soient intégralement réglés. La période d'amortissement prendra fin à la plus rapprochée des dates suivantes : i) 125 à 132 mois après la date du début de la période d'amortissement; ou ii) la date à laquelle les séries visées seront intégralement réglées. Au 31 décembre 2017, les billets à terme en période d'amortissement portaient intérêt à un taux variable moyen pondéré de 2,34 %, variant de 1,88 % à 4,35 %, et étaient assortis d'échéances prévues en 2019 (taux moyen pondéré de 1,52 %, variant de 1,19 % à 2,57 % au 31 décembre 2016).

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les billets à terme en période de renouvellement sont assortis de modalités permettant de renouveler l'encours de la dette pendant une période déterminée. Durant la période de renouvellement, les paiements mensuels au titre de la location attribuables à chaque série en circulation permettent de financer l'acquisition de véhicules et d'équipement qui seront loués à des clients. L'amortissement des billets commence à l'échéance de la période de renouvellement. Au 31 décembre 2017, les billets à terme en période de renouvellement portaient intérêt à un taux variable moyen pondéré de 2,07 %, variant de 1,87 % à 3,71 %, et étaient assortis d'échéances prévues s'échelonnant entre 2020 et 2021 (taux moyen pondéré de 2,03 %, variant de 1,77 % à 4,35 % au 31 décembre 2016).

Les billets de financement à taux variable procurent des fonds consentis qui peuvent être prélevés au besoin au cours d'une période d'engagement donnée, soit généralement un an ou deux ans. Comme pour les billets à terme renouvelables, les paiements mensuels au titre de la location permettent de financer l'acquisition de véhicules et d'équipement qui seront loués à des clients. Les fonds engagés disponibles aux termes des billets de financement à taux variable peuvent servir à financer la croissance de l'investissement net dans des contrats de location de parcs de véhicules au cours de la durée de l'engagement. L'amortissement des billets de financement à taux variable commence à l'échéance de la période d'engagement. Au 31 décembre 2017, les billets de financement à taux variable portaient intérêt à un taux variable moyen pondéré de 2,35 %, variant de 1,95 % à 3,51 %, et étaient assortis d'échéances prévues s'échelonnant de 2019 à 2022 (taux moyen pondéré de 1,70 %, variant de 1,40 % à 2,79 % au 31 décembre 2016).

Les billets sont garantis par une sûreté réelle ou une propriété légale des contrats de location-financement, et la société doit en outre maintenir certaines réserves de trésorerie comme moyen de rehaussement du crédit.

Au 31 décembre 2017, la société avait accès à 3 366 224 \$ (4 156 828 \$ au 31 décembre 2016) de financement disponible en vertu de ses emprunts adossés à des créances au titre de la gestion de parcs de véhicules.

Facilité de crédit de premier rang à terme

La facilité de crédit renouvelable de premier rang à terme totalise 4 399 150 \$, montant qui a été syndiqué à un groupe de 19 banques canadiennes, américaines et internationales. La facilité a été modifiée le 31 octobre 2017 et la date d'échéance a été reportée au 2 novembre 2020. Au 31 décembre 2017, 3 168 087 \$ avaient été prélevés sur cette facilité (2 978 122 \$ au 31 décembre 2016). Cette facilité porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,20 % ou au taux des acceptations bancaires à 1 mois majoré de 1,20 % par année sur l'encours libellé en dollars canadiens (respectivement 0,20 % et 1,20 % par année au 31 décembre 2016), et au taux de base des États-Unis majoré de 0,20 % par année ou au taux LIBOR à 1 mois majoré de 1,20 % par année sur l'encours libellé en dollars américains (respectivement 0,20 % et 1,20 % par année au 31 décembre 2016). De plus, cette facilité porte intérêt au taux de Bank Bill Swap Bid de l'Australie à 1 mois majoré de 1,20 % par année sur l'encours libellé en dollars australiens et au Bank Bill Reference de la Nouvelle-Zélande à 1 mois majoré de 1,20 % par année sur l'encours libellé en dollars néo-zélandais (respectivement 1,20 % et 1,20 % par année au 31 décembre 2016). La facilité de crédit de premier rang à terme est garantie par un contrat de sûreté générale en faveur des prêteurs qui comprend une sûreté réelle de premier rang à l'égard de tous les biens.

Au 31 décembre 2017, la société avait accès à 1 231 063 \$ (1 721 328 \$ au 31 décembre 2016) de financement disponible en vertu de la facilité de crédit de premier rang à terme.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions comprenait i) des réserves de trésorerie de 122 812 \$ au 31 décembre 2017 (151 470 \$ au 31 décembre 2016), qui représentent la garantie pour les conventions d'emprunts garantis; et ii) de la trésorerie accumulée dans le compte de recouvrement de 357 398 \$ au 31 décembre 2017 (452 421 \$ au 31 décembre 2016), qui représente les remboursements reçus pour les actifs financés en vertu des facilités d'emprunts garantis, qui sont ultérieurement remis aux facilités à des dates précises.

Échéance contractuelle des emprunts garantis

L'échéance contractuelle des emprunts garantis bruts, compte non tenu des coûts financiers, en cours aux 31 décembre, par rapport à l'échéance de l'investissement brut dans les créances de financement et des paiements minimums futurs à recevoir pour de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple, se présentait comme suit :

Échéance	2017			2016		
	Emprunts garantis bruts, compte non tenu des coûts financiers ¹	Créances de financement et équipement loué aux termes de contrats de location simple ²		Emprunts garantis bruts, compte non tenu des coûts financiers ^{1,3}	Créances de financement et équipement loué aux termes de contrats de location simple ^{2,3}	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Dans moins d'un an	3 045 858	5 407 312	56,3 %	4 080 977	5 136 197	79,5 %
Dans 1 an à 3 ans	5 607 966	6 386 816	87,8 %	5 059 730	6 974 083	72,6 %
Dans 3 ans à 5 ans	867 959	1 483 457	58,5 %	1 179 961	1 844 303	64,0 %
Au-delà de 5 ans	—	460 395	— %	—	428 942	— %
	9 521 783	13 737 980	69,3 %	10 320 668	14 383 525	71,8 %
Coûts financiers	(321 781)			(269 609)		
Déduction faite des coûts financiers	9 200 002			10 051 059		
Facilité de crédit renouvelable de premier rang	3 168 087			2 978 122		
	12 368 089			13 029 181		

1) Le calendrier des échéances pour les emprunts garantis bruts, compte non tenu des coûts financiers, a été établi d'après les taux des charges d'intérêts à la date de clôture respective et exclut l'incidence de la couverture et suppose que le taux d'intérêt demeure le même pour la durée résiduelle de la dette, y compris les facilités de crédit à taux variables.

2) Le calendrier des échéances pour les créances de financement est fondé sur le solde de l'investissement brut. Dans le cas de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple, le calendrier repose sur les paiements minimums futurs prévus au contrat.

3) Présentés pour la dette et les actifs des activités poursuivies.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

11. DÉBENTURES CONVERTIBLES

Les débentures convertibles se présentaient comme suit :

31 décembre 2017							
Échéance	Prix de conversion par action ²	Taux d'intérêt ¹	Valeur nominale	Coûts différés	Escompte	Valeur comptable nette	
	\$	%	\$	\$	\$	\$	
Émises le 18 juin 2014	30 juin 2019	13,76	5,125	345 000	(3 860)	(11 590)	329 550
Émises le 29 mai 2015	30 juin 2020	18,35	4,250	575 000	(12 402)	(16 230)	546 368
				920 000	(16 262)	(27 820)	875 918
31 décembre 2016							
Échéance	Prix de conversion par action	Taux d'intérêt ¹	Valeur nominale	Coûts différés	Escompte	Valeur comptable nette	
	\$	%	\$	\$	\$	\$	
Émises le 18 juin 2014	30 juin 2019	14,18	5,125	345 000	(6 253)	(18 626)	320 121
Émises le 29 mai 2015	30 juin 2020	18,91	4,250	575 000	(17 092)	(22 341)	535 567
				920 000	(23 345)	(40 967)	855 688

1) Taux d'intérêt stipulé sur la valeur nominale du capital.

2) Le prix de conversion par action a été ajusté le 28 décembre 2017, la date ex-dividende pour les dividendes payables le 15 janvier 2018, le prix de conversion a été ajusté à 13,76317 \$ pour les débentures émises le 18 juin 2014 et à 18,35089 \$ pour les débentures émises le 29 mai 2015.

Émission du 29 mai 2015

Le 29 mai 2015, la société a clôturé un placement de 575 000 \$ de débentures subordonnées non garanties convertibles prorogeables à 4,25 % (les « débentures de 2015 »). Pour déterminer le montant initial à comptabiliser pour la composante dette et la composante capitaux propres des débentures de 2015 émises le 29 mai 2015, la valeur comptable du passif financier a d'abord été calculée par actualisation des flux de paiements futurs des intérêts et du capital au taux de 5,50 %, soit le taux d'intérêt en vigueur à la date d'émission pour des instruments comportant des modalités et des risques semblables. Une valeur de 519 886 \$ (nette des coûts de transaction de 23 757 \$) a été attribuée à la composante dette, et une valeur de 30 356 \$ (nette des coûts de transaction après impôt de 1 002 \$, avant l'incidence de l'impôt différé) a été attribuée à la composante capitaux propres.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les débetures de 2015 portent intérêt au taux d'intérêt nominal annuel de 4,25 % payable semestriellement le dernier jour de juin et de décembre chaque année, à compter du 31 décembre 2015. La date d'échéance des débetures de 2015 était au départ le 31 décembre 2015, mais elle a été reportée au 30 juin 2020 à la clôture de l'acquisition des activités de gestion de parcs de véhicules de GE (*note 22*).

Chaque débenture de 2015 est convertible en actions ordinaires au gré du porteur d'une débenture en tout temps avant le 30 juin 2020, 17 h (heure de Toronto), à un prix de conversion initial de 23,80 \$ par action ordinaire (le « prix de conversion de 2015 »), sous réserve d'un ajustement conformément à l'acte de fiducie. En raison de la scission, le prix de conversion a été ajusté à 19,10317 \$, et ajusté par la suite à 18,35089 \$ pour les dividendes cumulatifs versés sur les actions ordinaires le 28 décembre 2017. Les porteurs qui convertissent leurs débetures de 2015 auront le droit de recevoir, en plus du nombre applicable d'actions ordinaires devant être reçu à la conversion, une somme en espèces correspondant à l'intérêt couru et impayé sur celles-ci pour la période allant de la dernière date de versement de l'intérêt sur leurs débetures de 2015 à la date de conversion, exclusivement.

La société pourra rembourser les débetures, sous réserve de conditions prévues et moyennant un préavis, à compter du 30 juin 2018 et avant le 30 juin 2020, en totalité ou en partie, à l'occasion, à un prix de remboursement correspondant au capital des débetures majoré de l'intérêt couru et non versé sur celles-ci, à condition que le cours du marché moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires à la Bourse de Toronto pour la période de 20 jours consécutifs précédant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné soit supérieur à 125 % du prix de conversion de 2015.

Sous réserve des approbations réglementaires requises et à condition qu'aucun cas de défaut relatif aux débetures de 2015 ne soit en cours, la société peut, à son gré et moyennant un avis, décider de rembourser, en totalité ou en partie, le capital des débetures de 2015 qui doivent être remboursées ou qui sont arrivées à échéance en émettant des actions ordinaires aux porteurs des débetures de 2015. Le paiement serait réglé par la remise du nombre d'actions ordinaires obtenu en divisant le capital des débetures de 2015 devant être remboursées ou arrivées à échéance par 95 % du cours du marché des actions ordinaires à la date de remboursement par anticipation ou à la date d'échéance. Tout intérêt couru et impayé sera versé en espèces.

Émission du 18 juin 2014

Le 18 juin 2014, la société a clôturé un placement de 345 000 \$ de débetures subordonnées non garanties convertibles prorogables à 5,125 % (les « débetures de 2014 »). Pour déterminer le montant initial à comptabiliser pour la composante dette et la composante capitaux propres des débetures de 2014 émises le 18 juin 2014, la valeur comptable du passif financier a d'abord été calculée par actualisation des flux de paiements futurs des intérêts et du capital au taux de 7,5 %, soit le taux d'intérêt en vigueur à la date d'émission pour des instruments comportant des modalités et des risques semblables. Une valeur de 299 264 \$ (nette des coûts de transaction de 11 660 \$) a été attribuée à la composante dette, et une valeur de 33 135 \$ (nette des coûts de transaction après impôt de 941 \$, avant l'incidence de l'impôt différé) a été attribuée à la composante capitaux propres.

Les débetures de 2014 portent intérêt au taux d'intérêt nominal annuel de 5,125 % payable semestriellement le dernier jour de juin et de décembre chaque année, à compter du 31 décembre 2014. La date d'échéance des débetures de 2014 était au départ le 31 décembre 2014, mais elle a été reportée au 30 juin 2019 à la clôture de l'acquisition des activités de gestion de parcs de véhicules de PHH Corporation le 7 juillet 2014.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Chaque débenture de 2014 est convertible en actions ordinaires au gré du porteur d'une débenture de 2014 en tout temps après le 7 juillet 2014 et avant le 30 juin 2019, 17 h (heure de Toronto), à un prix de conversion initial de 17,85 \$ par action ordinaire (le « prix de conversion de 2014 »), sous réserve d'un ajustement conformément à l'acte de fiducie. En raison de la scission, le prix de conversion a été ajusté à 14,32737 \$, et ajusté par la suite à 13,76317 \$ pour les dividendes cumulatifs versés sur les actions ordinaires le 28 décembre 2017. Les porteurs qui convertissent leurs débentures de 2014 auront le droit de recevoir, en plus du nombre applicable d'actions ordinaires devant être reçu à la conversion, une somme en espèces correspondant à l'intérêt couru et impayé sur celles-ci pour la période allant de la dernière date de versement de l'intérêt sur leurs débentures de 2014 à la date de conversion, exclusivement.

La société pourra rembourser les débentures, sous réserve de conditions prévues et moyennant un préavis, à compter du 30 juin 2017 et avant le 30 juin 2019, en totalité ou en partie, à l'occasion, à un prix de remboursement correspondant au capital des débentures majoré de l'intérêt couru et non versé sur celles-ci, à condition que le cours du marché des actions ordinaires à la date à laquelle l'avis de remboursement est donné soit supérieur à 125 % du prix de conversion de 2014.

Sous réserve des approbations réglementaires requises et à condition qu'aucun cas de défaut relatif aux débentures de 2014 ne soit en cours, la société peut, à son gré et moyennant un avis, décider de rembourser, en totalité ou en partie, le capital des débentures de 2014 qui doivent être remboursées ou qui sont arrivées à échéance en émettant des actions ordinaires aux porteurs des débentures de 2014. Le paiement serait réglé par la remise du nombre d'actions ordinaires obtenu en divisant le capital des débentures de 2014 devant être remboursées ou arrivées à échéance par 95 % du cours du marché des actions ordinaires à la date de remboursement par anticipation ou à la date d'échéance. Tout intérêt couru et impayé sera versé en espèces.

12. CAPITAL SOCIAL

La société est actuellement autorisée à émettre i) un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et ii) un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries.

	Actions ordinaires	
	Actions Nombre	Montant \$
Solde au 31 décembre 2016	387 116 660	2 803 336
Exercice d'options	2 253 776	17 518
Actions rachetées	(9 014 600)	(65 318)
Solde au 31 décembre 2017	380 355 836	2 755 536
Solde au 31 décembre 2015	386 134 550	4 229 848
Exercice d'options	982 110	6 436
Frais d'émission d'actions, ajustement	—	11 500
Dividende au titre de la distribution (affectation du capital social)	—	(1 444 448)
Solde au 31 décembre 2016	387 116 660	2 803 336

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Rachats d'actions

Le 8 juin 2017, la Bourse de Toronto a approuvé l'avis d'intention de la société de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« OPRCNA »). L'OPRCNA permet à la société de racheter sur le marché libre (ou comme il est autrement permis), à son gré, au cours de la période commençant le 12 juin 2017 et se terminant le 11 juin 2018 ou à l'issue de l'OPRCNA, jusqu'à concurrence de 38 582 483 actions ordinaires de la société, sous réserve des modalités et restrictions normales de ces offres, selon la première de ces éventualités à survenir. En vertu de cette OPRCNA au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, 9 014 600 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation pour 78 917 \$ à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 8,75 \$ l'action ordinaire.

Dividendes sur actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a versé 96 518 \$ en dividendes sur actions ordinaires, ou 0,25 \$ par action ordinaire (38 644 \$ ou 0,10 \$ par action ordinaire au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, les dividendes sur actions ordinaires non comptabilisés s'établissaient à 28 527 \$, ou 0,075 \$ par action ordinaire (9 678 \$ ou 0,025 \$ par action ordinaire au 31 décembre 2016).

	Actions privilégiées, série A		Actions privilégiées, série C		Actions privilégiées, série E		Actions privilégiées, série G		Actions privilégiées, série I	
	Actions Nombre	Montant \$	Actions Nombre	Montant \$	Actions Nombre	Montant \$	Actions Nombre	Montant \$	Actions Nombre	Montant \$
Solde au 31 décembre 2016	4 600 000	110 375	5 126 400	124 744	5 321 900	129 994	6 900 000	168 543	—	—
Émission d'actions, nette des coûts	—	—	—	—	—	—	—	—	6 000 000	146 756
Solde au 31 décembre 2017	4 600 000	110 375	5 126 400	124 744	5 321 900	129 994	6 900 000	168 543	6 000 000	146 756

Actions privilégiées

Le 5 mai 2017, la société a émis, au moyen d'un appel public à l'épargne, 6 000 000 d'actions privilégiées à un taux de 5,75 % rajusté tous les cinq ans et à dividendes cumulatifs, série I (« actions de série I ») à un prix de 25,00 \$ l'action privilégiée pour un produit brut de 150 000 \$. L'émission incluait des coûts de transaction avant impôt de 4 423 \$ (ou des coûts de transaction après impôt de 3 244 \$).

Pour chaque période de cinq ans, les porteurs d'actions de série I auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs fixes payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende annuel sera rajusté tous les cinq ans et correspondra au rendement des obligations du gouvernement du Canada non remboursables par anticipation avec une échéance de cinq ans majoré de 4,64 %, à condition que, dans tous les cas, le taux de dividende fixe annuel ne soit pas inférieur à 5,75 %. La société aura le droit de racheter les actions de série I le 30 juin 2022, et le 30 juin tous les cinq ans par la suite pour un montant de 25 \$ l'action de série I, majoré de tous les dividendes accumulés et non versés. Sous réserve du droit de la société de racheter les

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

actions de série I, les porteurs d'actions de série I auront le droit, à leur gré, le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, de demander la conversion de la totalité ou d'une partie de leurs actions de série I en actions de série J à raison d'une action de série J pour chaque action de série I convertie. Les porteurs d'actions de série J auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs à taux variable payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende variable trimestriel annualisé correspondra au taux moyen des bons du Trésor du Canada à trois mois majoré de 4,64 %.

Le 29 mai 2015, la société a émis, au moyen d'un appel public à l'épargne, 6 900 000 actions privilégiées à un taux de 6,50 % rajusté tous les cinq ans et à dividendes cumulatifs, série G (« actions de série G ») à un prix de 25,00 \$ l'action privilégiée pour un produit brut de 172 500 \$. L'émission incluait des coûts de transaction avant impôt de 5 551 \$ (ou des coûts de transaction après impôt de 3 957 \$).

Pour chaque période de cinq ans, les porteurs d'actions de série G auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs fixes payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende annuel sera rajusté tous les cinq ans et correspondra au rendement des obligations du gouvernement du Canada non remboursables par anticipation avec une échéance de cinq ans majoré de 5,34 %. La société aura le droit de racheter les actions de série G le 30 septembre 2020 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite pour un montant de 25 \$ l'action de série G, majoré de tous les dividendes accumulés et non versés. Sous réserve du droit de la société de racheter les actions de série G, chaque porteur d'actions de série G aura le droit, à son gré, le 30 septembre 2020 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, de demander la conversion de la totalité ou d'une partie de ses actions de série G en actions de série H à raison d'une action de série H pour chaque action de série G convertie. Les porteurs d'actions de série H auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs à taux variable payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende variable trimestriel annualisé correspondra au taux moyen des bons du Trésor du Canada à trois mois majoré de 5,34 %.

Le 18 juin 2014, la société a émis, au moyen d'un appel public à l'épargne, 5 000 000 d'actions privilégiées à un taux de 6,40 % rajusté tous les cinq ans et à dividendes cumulatifs, série E (« actions de série E ») à un prix de 25,00 \$ l'action privilégiée pour un produit brut de 125 000 \$. Le 8 juillet 2014, les preneurs fermes participant au placement par voie de prospectus ont exercé leur option de surallocation, ce qui a entraîné l'émission de 321 900 actions privilégiées de série E à un prix de 25 \$ l'action pour un produit brut de 8 048 \$. L'émission incluait des coûts de transaction avant impôt de 4 146 \$ (ou des coûts de transaction après impôt de 3 054 \$).

Pour chaque période de cinq ans, les porteurs d'actions de série E auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs fixes payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende annuel sera rajusté tous les cinq ans et correspondra au rendement des obligations du gouvernement du Canada non remboursables par anticipation avec une échéance de cinq ans majoré de 4,72 %. La société aura le droit de racheter les actions de série E le 30 septembre 2019 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite pour un montant de 25 \$ l'action de série E, majoré de tous les dividendes accumulés et non versés. Sous réserve du droit de la société de racheter les actions de série E, chaque porteur d'actions de série E aura le droit, à son gré, le 30 septembre 2019 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, de demander la conversion de la totalité ou

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

d'une partie de ses actions de série E en actions de série F à raison d'une action de série F pour chaque action de série E convertie. Les porteurs d'actions de série F auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs à taux variable payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende variable trimestriel annualisé correspondra au taux moyen des bons du Trésor du Canada à trois mois majoré de 4,72 %.

Le 7 mars 2014, la société a émis, au moyen d'un appel public à l'épargne, 5 126 400 actions privilégiées à un taux de 6,50 % rajusté tous les cinq ans et à dividendes cumulatifs, série C (« actions de série C ») à un prix de 25,00 \$ l'action privilégiée pour un produit brut de 128 160 \$. L'émission incluait des coûts de transaction avant impôt de 4 639 \$ (ou des coûts de transaction après impôt de 3 416 \$).

Pour chaque période de cinq ans, les porteurs d'actions de série C auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs fixes payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende annuel sera rajusté tous les cinq ans et correspondra au rendement des obligations du gouvernement du Canada non remboursables par anticipation avec une échéance de cinq ans majoré de 4,81 %. La société aura le droit de racheter les actions de série C le 30 juin 2019, et le 30 juin tous les cinq ans par la suite pour un montant de 25 \$ l'action de série C, majoré de tous les dividendes accumulés et non versés. Sous réserve du droit de la société de racheter les actions de série C, chaque porteur d'actions de série C aura le droit, à son gré, le 30 juin 2019 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, de demander la conversion de la totalité ou d'une partie de ses actions de série C en actions de série D à raison d'une action de série D pour chaque action de série C convertie. Les porteurs d'actions de série D auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs à taux variable payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende variable trimestriel annualisé correspondra au taux moyen des bons du Trésor du Canada à trois mois majoré de 4,81 %.

Le 17 décembre 2013, la société a émis, au moyen d'un appel public à l'épargne, 4 600 000 actions privilégiées à taux de 6,60 % rajusté tous les cinq ans et à dividendes cumulatifs, série A (« actions de série A ») à un prix de 25,00 \$ l'action privilégiée pour un produit brut de 115 000 \$. L'émission incluait des coûts de transaction avant impôt de 6 281 \$ (ou des coûts de transaction après impôt de 4 613 \$).

Pour chaque période de cinq ans, les porteurs d'actions de série A auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs fixes payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le taux de dividende annuel sera rajusté tous les cinq ans et correspondra au rendement des obligations du gouvernement du Canada non remboursables par anticipation avec une échéance de cinq ans majoré de 4,71 %. La société aura le droit de racheter les actions de série A le 31 décembre 2018 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite pour un montant de 25 \$ l'action de série A, majoré de tous les dividendes accumulés et non versés. Sous réserve du droit de la société de racheter les actions de série A, chaque porteur d'actions de série A aura le droit, à son gré, le 31 décembre 2018 et le 31 décembre tous les cinq ans par la suite, de demander la conversion de la totalité ou d'une partie de ses actions de série A en actions de série B à raison d'une action de série B pour chaque action de série A convertie. Les porteurs d'actions de série B auront le droit de recevoir, lorsque le conseil d'administration en déclarera, des dividendes en espèces privilégiés cumulatifs à taux variable payables trimestriellement le dernier jour ouvrable de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. Le

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

taux de dividende variable trimestriel annualisé correspondra au taux moyen des bons du Trésor du Canada à trois mois majoré de 4,71 %.

Dividendes sur actions privilégiées

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la société a versé 39 145 \$ en dividendes sur actions privilégiées (35 648 \$ au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, les dividendes sur actions privilégiées cumulatifs non comptabilisés s'élevaient à 122 \$ (98 \$ au 31 décembre 2016).

13. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Les charges liées à la rémunération fondée sur des actions se composent de ce qui suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017	2016
	\$	\$
a) Options sur actions	12 574	16 020
b) Unités d'actions différées	3 218	3 062
c) Unités d'actions liées au rendement	(1 164)	24 772
d) Unités d'actions incessibles	4 282	429
	18 910	44 283
Affectées comme suit :		
Rémunération fondée sur des actions ¹	19 930	22 485
Coûts de transaction et d'intégration	2 884	21 797
Autres produits ²	(3 904)	—
	18 910	44 282

1) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, une charge liée aux options sur actions de 4 346 \$ et une charge au titre des unités d'actions liées au rendement de 2 627 \$ ont été exclues de la rémunération fondée sur des actions comptabilisée dans le résultat net des activités détachées.

2) Pendant l'exercice clos le 31 décembre 2017, un passif au titre des unités d'actions liées au rendement d'un participant d'ECN Capital Corp. a expiré sans que les droits qui s'y rattachent soient acquis. La charge initiale pour ces unités d'actions liées au rendement a été comptabilisée dans les activités abandonnées et ne figurait pas dans la charge liée à la rémunération fondée sur des actions comptabilisée dans les comptes de résultat de la société. Par conséquent, une reprise du passif a été comptabilisée dans les autres produits.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

a) Options sur actions

Les variations du nombre d'options sur actions pendant les périodes considérées se détaillaient comme suit :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré²
		\$
En cours au 31 décembre 2015	22 353 854	12,31
Attribuées	4 083 574	12,18
Frappées d'extinction	(404 797)	14,52
Expirées	(64 190)	11,75
Exercées ¹	(1 230 879)	5,22
En cours au 31 décembre 2016	24 737 562	10,37
Attribuées	963 639	12,73
Frappées d'extinction	(262 773)	12,81
Expirées	(391 808)	12,38
Exercées ¹	(3 678 327)	7,39
En cours au 31 décembre 2017	21 368 293	10,92

1) Le prix moyen pondéré des actions visées par les options exercées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élevait à 12,63 \$ (14,25 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016).

2) Par suite de la scission le 3 octobre 2016, le prix d'exercice d'une option d'Element Fleet a été ajusté à environ 79,4 % du prix d'exercice initial. Au moment de la scission, 22 556 684 options étaient en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 12,61 \$, et le prix moyen pondéré des actions visées par ces options a été ajusté à 10,02 \$.

Le conseil d'administration d'Element a déterminé que, après les distributions aux actionnaires des activités détachées, chaque option en cours devait, dans l'intérêt d'Element, être échangée contre une option d'Element Fleet et une option d'ECN Capital, lesquelles donneront au porteur, au moment de l'acquisition des droits, le droit d'acheter respectivement une action ordinaire d'Element Fleet et une action ordinaire d'ECN Capital. Le prix d'exercice initial de chaque option d'Element en cours a été attribué en partie à l'option d'Element Fleet, de sorte qu'un montant égal à la proportion du prix d'exercice initial sans incidence fiscale sera à payer à Element Fleet pour chaque action ordinaire; ce montant a été établi à environ 79,4 % du prix d'exercice initial. Un montant équivalant au solde du prix d'exercice initial sera à payer à ECN Capital pour chaque action ordinaire d'ECN Capital. Les modalités de ces options sont identiques à celles établies pour les options d'Element attribuées antérieurement. Les administrateurs, dirigeants, salariés et conseillers d'Element participants à qui ces options ont été attribuées sont autorisés à détenir et à exercer les options d'Element Fleet et les options d'ECN Capital reçues dans le cadre de la scission conformément aux modalités établies aussi longtemps qu'ils demeurent salariés ou administrateurs d'Element Fleet ou d'ECN Capital, ou de ses successeurs ou sociétés affiliées.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

La juste valeur des options attribuées au cours des exercices clos les 31 décembre a été déterminée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes avec les données suivantes :

	Unité	2017	2016
Prix moyen pondéré de l'action	\$	12,73	13,17
Durée moyenne pour l'exercice	Années	7,0	7,0
Volatilité du cours de l'action	%	29,0	33,1
Dividende moyen pondéré annuel prévu	\$	0,30	0,10
Taux d'intérêt sans risque	%	1,40	1,21
Taux d'extinction	%	1,02	1,02

Au 31 décembre 2017, les options sur actions de salariés et des administrateurs suivantes visant l'achat d'actions ordinaires étaient en cours :

Fourchette des prix d'exercice	Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	Options en cours		
		Dont les droits sont acquis	Dont les droits ne sont pas acquis	Total
		Nombre	Nombre	Nombre
De 0,00 \$ à 5,00 \$	1,26	1 571 332	—	1 571 332
De 5,01 \$ à 10,00 \$	2,17	3 453 945	72 125	3 526 070
De 10,01 \$ à 15,00 \$	4,31	10 543 408	5 543 283	16 086 691
15,01 \$ et plus	3,20	144 199	40 001	184 200
	3,72	15 712 884	5 655 409	21 368 293

Element Fleet Management Corp.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

b) Unités d'actions différées, unités d'actions liées au rendement et unités d'actions incessibles

	Nombre d'unités d'actions différées	Nombre d'unités d'actions liées au rendement	Nombre d'unités d'actions liées au rendement liées à ENC Capital Corp.	Nombre d'unités d'actions incessibles
En cours au 31 décembre 2015	1 450 521	2 222 952	—	—
Attribuées	210 115	141 922	—	636 352
Émises à la scission	379 641	—	1 386 576	—
Frappées d'extinction	—	(48 187)	(2 206)	—
Rachetées	(335 266)	(984 916)	(57 418)	—
En cours au 31 décembre 2016	1 705 011	1 331 771	1 326 952	636 352
Attribuées	143 076	272 640	3 699	816 695
Frappées d'extinction	—	(249 187)	(248 176)	—
Rachetées	(454 100)	(1 086 290)	(1 082 475)	(197 632)
En cours au 31 décembre 2017	1 393 987	268 934	—	1 255 415

i) Unités d'actions différées (« UAD »)

Après la distribution aux actionnaires des activités détachées, les UAD d'Element ont été ajustées de manière à ce que l'action sous-jacente applicable à chaque UAD d'Element soit liée à une action ordinaire d'Element Fleet. Le nombre total des UAD d'Element Fleet attribuées à chaque participant d'Element Fleet sera égal A) au nombre d'UAD d'Element détenues multiplié par B) la juste valeur de marché d'une action ordinaire d'Element immédiatement avant la scission, divisée par la juste valeur de marché d'une action ordinaire d'Element Fleet après la scission, cette valeur étant déterminée par le conseil d'administration d'après une évaluation indépendante; il a été déterminé que ce nombre correspondait à 1,239245 fois les UAD d'Element. Cet ajustement procure aux porteurs des UAD d'Element une valeur globale après la scission égale à la valeur globale des UAD détenues immédiatement avant la scission. Au total, 379 641 unités ont été émises pour procéder à la distribution.

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des UAD comptabilisée dans les états de la situation financière consolidés à titre de dettes fournisseurs et charges à payer était de 13 243 \$ (21 244 \$ au 31 décembre 2016).

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

ii) Unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

Après la distribution aux actionnaires des activités détachées, les UAR d'Element ont été ajustées de manière à ce que chaque UAR d'Element en circulation soit liée à une action ordinaire d'Element Fleet (les « UAR d'EFN ») et une UAR additionnelle a été émise et liée à une action ordinaire d'ECN Capital (les « UAR d'ECN »), de sorte que la valeur globale immédiatement après la distribution soit égale à la valeur globale des UAR d'Element immédiatement avant la distribution. Au total, 1 386 576 UAR d'ECN ont été émises pour procéder à la distribution.

Au 31 décembre 2017, 268 934 UAR d'EFN et néant UAR d'ECN Capital dont les droits n'étaient pas acquis étaient en circulation, et la juste valeur amortie des UAR comptabilisée dans les états de la situation financière consolidés à titre de dettes fournisseurs et charges à payer s'établissait à 1 746 \$ (1 331 771 UAR d'EFN, 1 326 952 UAR d'ECN Capital et dettes fournisseurs et charges à payer de 18 770 \$ au 31 décembre 2016). Certaines UAR émises en 2017 comprennent un multiplicateur et le nombre final d'UAR dont les droits seront acquis pourra atteindre entre 50 % à 200 % du nombre initial d'unités attribuées selon l'atteinte de certaines cibles de rendement. Les droits aux UAR en circulation s'acquièrent à la réalisation de certains critères de rendement en 2017, 2018 et 2019.

iii) Unités d'actions incessibles (« UAI »)

Au 31 décembre 2017, 1 255 415 UAI dont les droits n'étaient pas acquis étaient en circulation, et la juste valeur amortie des UAI comptabilisée dans les états de la situation financière consolidés à titre de dettes fournisseurs et charges à payer s'établissait à 2 667 \$ (636 352 UAI et dettes fournisseurs et charges à payer de 376 \$ au 31 décembre 2016). Les droits aux UAI en circulation s'acquièrent sur un, deux et trois ans.

iv) Couverture des UAD, des UAR et des UAI

Au 31 décembre 2017, la société a couvert 2 361 032 unités d'actions liées à Element Fleet et néant unités d'actions liées à ECN Capital, ainsi que des passifs dérivés nets de 5 030 \$, qui seront utilisés pour le règlement des attributions d'UAD, d'UAI et d'UAR (1 399 652 unités d'actions liées à EFN et 1 326 953 unités d'actions liées à ECN Capital couvertes et passifs dérivés nets de 2 078 \$ au 31 décembre 2016 pour les attributions d'UAR et d'UAI).

14. PRODUITS

Les produits tirés des services et autres produits comprennent les cartes d'approvisionnement en carburant, les services de gestion des accidents et les services d'entretien. Les produits tirés des services et autres produits comprennent également les commissions de syndication, qui sont touchées par la société lorsqu'elle facilite la mise en place d'un contrat de location entre un locataire et un tiers locateur. Les chiffres des périodes de comparaison ont été ajustés afin de tenir compte du transfert des charges internes liées à la prestation de services du poste produits tirés des services et autres produits aux postes salaires et avantages du personnel et charges générales et administratives afin d'assurer la cohérence avec la présentation de la période considérée. La période de comparaison a également été ajustée afin de tenir compte du transfert des coûts externes liés à certains contrats de service de produits tirés des services et autres produits au poste coûts directs des contrats de service à taux fixe. Les ajustements pour les charges internes et les coûts externes ont été de respectivement 61 802 \$ et 39 905 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Element Fleet Management Corp.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les produits d'intérêts nets sont les suivants pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017	2016
	\$	\$
Produits d'intérêts	629 562	663 760
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances (note 4)	(921)	(3 834)
Produits d'intérêts nets	630 483	667 594

15. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

a) Les composantes importantes des charges d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre se présentent comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible	49 394	45 342
Économie d'impôt différé		
Naissance et renversement des différences temporaires	(29 319)	(45 660)
Charge (recouvrement) d'impôt présenté(e) dans les comptes de résultat consolidés	20 075	(318)
Recouvrement d'impôt présenté dans les états des variations des capitaux propres consolidés	818	963

b) Rapprochement du taux d'imposition effectif pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017	2016
	\$	\$
Résultat avant impôt sur le résultat	174 719	189 946
Taux d'imposition fédéral et provincial canadiens combinés prévus par la loi	26,64 %	26,64 %
Charge d'impôt sur le résultat fondée sur le taux prévu par la loi	46 545	50 602
Impôt sur le résultat ajusté pour tenir compte des éléments suivants :		
Éléments non déductibles et non imposables	(32 440)	(42 715)
Écart par rapport au taux d'imposition à l'étranger	(11 051)	(15 862)
Incidence de la réforme fiscale américaine	16 307	
Ajustements des impôts d'exercices précédents et autres	714	7 657
Charge (recouvrement) d'impôt total	20 075	(318)

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

c) Impôt différé

i) L'impôt différé aux 31 décembre se rapporte à ce qui suit :

	2017 \$	2016 \$
Actifs d'impôt différé		
Frais d'émission d'actions et de bons de souscription spéciaux et coûts fiscaux	13 996	23 555
Créances de financement	(802 213)	(815 566)
Reports en avant de pertes fiscales	953 305	889 666
Coûts de transaction et d'intégration	35 521	65 136
Reports en avant du crédit d'impôt minimal des sociétés de l'Ontario	—	—
Immobilisations, immobilisations incorporelles et autres	(8 171)	16 277
Unités d'actions différées	10 772	5 899
Profits (pertes) latent(e)s sur le taux de change et les instruments dérivés	4 882	8 042
Déventures convertibles	(7 411)	(10 914)
Immobilisations incorporelles provenant d'acquisitions	(23 079)	(25 200)
	177 602	156 895
Passifs d'impôt différé		
Créances de financement	15 795	13 178
Reports en avant de pertes fiscales	(2 555)	(39)
Coûts de transaction et d'intégration	—	(3 308)
Immobilisations, immobilisations incorporelles et autres	17 087	9 930
	30 327	19 761
Position nette de l'actif (du passif) d'impôt différé	147 275	137 134

ii) Le rapprochement de l'actif (du passif) d'impôt différé net pour les exercices clos les 31 décembre se présente comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Solde au début de l'exercice	137 134	91 807
Recouvrement (charge) d'impôt comptabilisé(e) dans le résultat net	29 320	45 660
Recouvrement (charge) d'impôt comptabilisé(e) dans les capitaux propres consolidés	(10 736)	(12 392)
Recouvrement (charge) d'impôt comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	(8 443)	(16 427)
Recouvrement (charge) d'impôt comptabilisé(e) en raison des activités détachées	—	28 486
Solde à la fin de l'exercice	147 275	137 134

Element Fleet Management Corp.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

La direction a conclu que les actifs d'impôt différé de 177 602 \$ respectaient les critères appropriés de comptabilisation selon les IFRS. La conclusion de la direction est étayée par les profits incorporés dans les créances de financement existantes et le renversement futur des différences temporaires imposables existantes qui devraient générer un bénéfice imposable suffisant pour réaliser l'actif d'impôt différé.

iii) La société a subi des pertes en capital à des fins fiscales de 125 908 \$ (189 710 \$ en 2016), qui peuvent être déduites des gains en capital réalisés dans l'avenir. Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé en lien avec les reports en avant de pertes en capital.

Les impôts relatifs à toutes les autres pertes d'impôt inutilisées ou les autres différences temporaires ont été comptabilisés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

16. FILIALES

a) Liste des filiales importantes

Le tableau suivant fournit des détails sur les filiales importantes de la société lui appartenant en propriété exclusive :

	Établissement principal
Element Fleet Management (US) Corp. (auparavant Element Financial (US) Corp.)	États-Unis
Element Vehicle Management Services LLC	États-Unis
Element Fleet Corporation	États-Unis
Element Transportation LLC	États-Unis
CEI Group Inc.	États-Unis
Chesapeake Finance Holdings II LLC	États-Unis
Chesapeake Funding II LLC	États-Unis
Chesapeake Funding III LLC	États-Unis
Element Fleet Management Inc.	Canada
Element Fleet Lease Receivable LP	Canada
FLR LP Inc.	Canada
Element SPV Limited	Irlande
Element Fleet Technology Limited	Irlande
EFN (Netherlands) Cooperatief U.A.	Pays-Bas
EFN (Netherlands) B.V.	Pays-Bas
Element Fleet Services Australia PTY Ltd.	Australie
EFN (Australia) Pty Limited	Australie
EFN (New Zealand) Limited	Nouvelle-Zélande
Custom Fleet NZ	Nouvelle-Zélande
Element Fleet Management Corporation Mexico S.A. de C.V.	Mexique

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

b) Filiales soumises à des restrictions

Les activités poursuivies de la société sont soumises à des restrictions quant à leur capacité d'avoir accès à ou d'utiliser leurs actifs et de régler leurs passifs dans Chesapeake Finance Holdings II LLC, Chesapeake Funding II LLC, Chesapeake Funding III LLC et Element Fleet Lease Receivable LP. Ces filiales facilitent le transfert des actifs financiers et des propriétés ou participations connexes, dans le cadre des facilités de financement, et les activités de ces entités sont régies par leurs accords de constitution et les conventions d'emprunt. Les actifs détenus en garantie par les filiales en vertu de ces facilités de financement ne peuvent pas servir à régler les réclamations des créanciers de la société. La valeur comptable des actifs et passifs dans ces filiales au 31 décembre 2017 était respectivement de 10 799 035 \$ et 9 266 784 \$ (respectivement 11 673 122 \$ et 10 078 309 \$ au 31 décembre 2016).

17. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Billets à recevoir

Les billets à recevoir de 19 670 \$ au 31 décembre 2017 (22 078 \$ au 31 décembre 2016) représentent les prêts consentis à certains salariés et dirigeants de la société. Ces prêts portent intérêt à un taux de 3 % par année. Les intérêts sont payables mensuellement ou annuellement et le capital est remboursable à vue en cas de non-versement des intérêts. Les prêts ont été attribués afin de permettre le financement de l'achat d'actions de la société, sont garantis par les actions acquises et comportent un droit de recours intégral pour les salariés.

Les variations des billets à recevoir au cours des exercices clos les 31 décembre ont été comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Billets à recevoir au début de l'exercice	22 078	50 819
Acquisitions	—	6 060
Produits d'intérêts	556	1 236
Remboursements (intérêt et capital)	(2 964)	(5 176)
Transférés à ECN Capital Corp. à la scission	—	(30 861)
Billets à recevoir à la fin de l'exercice	19 670	22 078

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Rémunération des administrateurs et des principaux dirigeants

La rémunération des administrateurs et des principaux dirigeants de la société se présente comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017	2016
	\$	\$
Salaires, traitements et avantages du personnel	8 709	33 241
Rémunération fondée sur des actions	9 101	10 292
	17 810	43 533

Les montants ci-dessus pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprennent la charge de rémunération attribuée aux activités détachées, soit dans les coûts indirects du siège social, soit directement. Sont incluses dans les salaires, traitements et avantages du personnel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 des charges à payer de 24 900 \$ (représentant la partie de la société aux termes de l'entente de scission) pour les contrats d'emploi des anciens dirigeants de Services financiers Élément qui sont devenus les dirigeants d'ECN Capital Corp. par suite de la scission.

18. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017	2016
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires	154 644 \$	190 264 \$
Dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées	(41 301) \$	(35 648) \$
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires ordinaires	113 343 \$	154 616 \$
Résultat net des activités détachées attribuable aux actionnaires ordinaires	— \$	223 075 \$
Résultat net total attribuable aux actionnaires ordinaires	113 343 \$	377 691 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base en circulation	385 420 010	386 525 125
Résultat de base par action des activités poursuivies	0,29 \$	0,40 \$
Résultat de base par action des activités détachées	— \$	0,58 \$
Résultat de base par action total	0,29 \$	0,98 \$

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Le résultat dilué par action est comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017	2016
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté pour tenir compte de l'incidence de la dilution	113 343 \$	154 616 \$
Résultat net des activités détachées attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté pour tenir compte de l'incidence de la dilution	— \$	223 075 \$
Résultat net total attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté pour tenir compte de l'incidence de la dilution	113 343 \$	377 691 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base en circulation	385 420 010	386 525 125
Nombre d'options sur actions et de bons de souscription dilutifs	2 422 018	6 206 132
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	387 842 028	392 731 257
Résultat dilué par action des activités poursuivies	0,29 \$	0,39 \$
Résultat dilué par action des activités détachées	— \$	0,57 \$
Résultat dilué par action total	0,29 \$	0,96 \$

Les instruments en circulation au 31 décembre 2017 qui pourraient diluer éventuellement le résultat de base par action à l'avenir, mais qui n'avaient pas été inclus dans le calcul du résultat dilué par action parce qu'ils sont antidilutifs, incluent 14 947 272 options sur actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (5 957 609 options sur actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2016).

Par ailleurs, les débentures convertibles (*note 11*) ont également été exclues du calcul du résultat dilué par action parce qu'elles sont antidilutives pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

19. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal des activités, et conformément au programme de gestion du risque, la société conclut des contrats dérivés sur taux d'intérêt afin de gérer son risque de taux d'intérêt, des contrats de change à terme afin de gérer son exposition au taux de change et des swaps sur rendement total pour gérer son exposition à la rémunération fondée sur des actions.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Relations de couverture de flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur liées aux couvertures des flux de trésorerie inclus dans les résultats de la société pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017 \$	2016 \$
Contrats de change comptabilisés dans les autres produits	(15 383)	(32 360)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	(36 608)	69 434

Montants notionnels et juste valeur des instruments dérivés

Le tableau suivant présente un sommaire du montant notionnel et de la juste valeur des instruments financiers dérivés en cours.

	Moins d'un an \$	1 an à 3 ans \$	3 ans à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Montant notionnel						
Actifs dérivés						
Contrats sur taux d'intérêt	2 094 936	2 542 973	431 714	32 041	5 101 664	3 981 063
Contrats de change	385 668	—	—	—	385 668	553 394
Actifs dérivés	2 480 604	2 542 973	431 714	32 041	5 487 332	4 534 457
Passifs dérivés						
Contrats sur taux d'intérêt	2 486 835	1 946 647	262 328	—	4 695 810	3 271 452
Contrats de change	364 637	—	—	—	364 637	385 843
Swaps sur rendement total	27 492	—	—	—	27 492	24 128
Passifs dérivés	2 878 964	1 946 647	262 328	—	5 087 939	3 681 423
Juste valeur						
Trésorerie soumise à restrictions – garantie					4 070	2 570
Actifs dérivés						
Contrats sur taux d'intérêt	11 971	15 345	3 589	292	31 197	27 298
Contrats de change	829	—	—	—	829	39 940
Actifs dérivés	12 800	15 345	3 589	292	32 026	67 238
Passifs dérivés						
Contrats sur taux d'intérêt	11 672	13 260	1 798	—	26 730	24 173
Contrats de change	1 582	—	—	—	1 582	1 281
Swaps sur rendement total	5 030	—	—	—	5 030	2 078
Passifs dérivés	18 284	13 260	1 798	—	33 342	27 532

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Juste valeur des dérivés désignés dans des relations de couverture

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans des relations de couverture, au 31 décembre :

	2017 \$	2016 \$
Contrats sur taux d'intérêt	4 467	3 125
Contrats de change	(753)	38 659
Swaps sur rendement total	(5 030)	(2 078)
	(1 316)	39 706

Compensation des actifs et passifs dérivés

Le tableau suivant présente le sommaire du portefeuille des instruments dérivés de la société et comprend les montants bruts des actifs et passifs comptabilisés; les montants compensés présentés dans les états de la situation financière consolidés; les montants nets présentés dans les états de la situation financière consolidés; les montants faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'arrangements semblables qui n'ont pas été inclus dans les montants compensés mentionnés ci-dessus et le montant des garanties en espèces reçues et offertes.

	Montants bruts des instruments financiers comptabilisés avant la compensation dans les états de la situation financière consolidés \$	Montants bruts des instruments financiers compensés dans les états de la situation financière consolidés \$	Montant net des instruments financiers présentés dans les états de la situation financière consolidés \$	Montants faisant l'objet d'une convention- cadre de compensation exécutoire \$	Garantie \$	Montant net \$
Au 31 décembre 2017						
Actifs sur instruments financiers dérivés	32 026	—	32 026	18 503	—	13 523
Passifs sur instruments financiers dérivés	33 342	—	33 342	18 503	4 070	10 769
Au 31 décembre 2016						
Actifs sur instruments financiers dérivés	67 238	—	67 238	21 770	—	45 468
Passifs sur instruments financiers dérivés	27 532	—	27 532	21 770	2 570	3 192

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

20. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

Pour gérer son capital, la société cherche à s'assurer qu'elle dispose de liquidités en quantité suffisante pour appuyer ses objectifs financiers et ses plans stratégiques, pour s'assurer de respecter ses clauses financières restrictives et pour maximiser la valeur pour les actionnaires.

La structure du capital de la société se présente comme suit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Emprunts garantis	12 307 873	12 983 535
Déventures convertibles	875 918	855 688
Total de la dette	13 183 791	13 839 223
Capitaux propres	3 740 083	3 981 354
	16 923 874	17 820 577

21. INFORMATION SECTORIELLE

A) Secteurs d'exploitation

Après la scission, Element a conservé ou acquis certains actifs qui ne sont pas considérés comme des actifs de parc de véhicules à proprement parler ou comme des actifs productifs types dans une société de gestion de parc de véhicules. Des actifs sont restés en place après la scission pour diverses raisons commerciales et de structuration, et la stratégie associée à chacun dépend de nombreux facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, les possibilités de ventes croisées avec les principaux services de gestion du parc, les conditions actuelles et prévues du marché liées à l'évaluation et le risque global par rapport à la taille de la société.

En raison des caractéristiques différentes de ces actifs et activités par rapport au mode de gestion de parc de véhicules à proprement parler, la société a modifié son processus de production de rapports de gestion interne au cours de l'exercice 2017, passant d'un seul à deux secteurs d'exploitation, soit a) le secteur Gestion du parc de véhicules et b) Gestion d'actifs secondaires. Les secteurs sont évalués d'après des mesures présentées et ajustées telles que les revenus nets, les charges d'exploitation ajustées, le résultat d'exploitation ajusté, le rendement des actifs corporels et le levier financier.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Résultats d'exploitation par secteurs

	Exercice clos le 31 décembre 2017			Exercice clos le 31 décembre 2016		
	Gestion de parcs de véhicules	Gestion d'actifs secondaires	Total	Gestion de parcs de véhicules	Gestion d'actifs secondaires	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits nets						
Produits tirés des services et autres produits	547 707	35 993	583 700	535 388	40 070	575 458
Produits d'intérêts et revenus locatifs, nets	663 635	81 783	745 418	645 001	126 369	771 370
	1 211 342	117 776	1 329 118	1 180 389	166 439	1 346 828
Charges d'intérêts	334 509	42 582	377 091	306 728	41 740	348 468
Produits nets	876 833	75 194	952 027	873 661	124 699	998 360
Charges d'exploitation						
Salaires et avantages du personnel	315 489	3 381	318 870	292 640	1 719	294 359
Charges générales et administratives	148 236	2 343	150 579	160 510	6 514	167 024
Amortissement	15 976	—	15 976	11 077	—	11 077
	479 701	5 724	485 425	464 227	8 233	472 460
Résultat d'exploitation sectoriel net (avant impôt)	397 132	69 470	466 602	409 434	116 466	525 900
Quote-part de la perte d'une coentreprise	—	121 063	121 063	—	—	—
Résultat sectoriel net (avant impôt)	397 132	(51 593)	345 539	409 434	116 466	525 900
Rémunération fondée sur des actions			19 930			22 485
Amortissement de l'escompte des débentures convertibles			13 147			12 314
Coûts d'acquisition d'entreprises et de scission			137 824			301 155
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat			20 075			(318)
Résultat net des activités poursuivies pour l'exercice			154 563			190 264

Situation financière par secteurs

	31 décembre 2017			31 décembre 2016		
	Gestion de parcs de véhicules	Gestion d'actifs secondaires	Total	Gestion de parcs de véhicules	Gestion d'actifs secondaires	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Informations choisies tirées du bilan						
Créances de financement	11 904 630	863 503	12 768 133	12 555 776	898 235	13 454 011
Équipement loué aux termes de contrats de location simple	1 599 423	—	1 599 423	1 421 637	—	1 421 637
Participation dans une coentreprise ¹	—	10 000	10 000	—	135 846	135 846
Autres actifs productifs ¹	—	122 285	122 285	—	170 889	170 889
Goodwill et immobilisations incorporelles	2 028 652	—	2 028 652	2 163 063	—	2 163 063
Total des actifs sectoriels choisis	15 532 705	995 788	16 528 493	16 140 476	1 204 970	17 345 446
Actifs de la société mère			1 041 140			1 075 218
Total des actifs			17 569 633			18 420 664

1) Présentée au poste Créances clients et autres actifs des états de la situation financière consolidés.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

B) Secteurs géographiques

La société exerce ses activités surtout au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.

L'information géographique se présente comme suit :

	31 décembre 2017				31 décembre 2016			
	Canada	États-Unis	Ailleurs	Total	Canada	États-Unis	Ailleurs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Pour les exercices clos les								
Produits nets, excluant les charges d'intérêts des activités poursuivies	146 849	927 831	254 438	1 329 118	124 167	941 124	281 537	1 346 828
Charges d'intérêts des activités poursuivies				(377 091)				(348 468)
Produits nets des activités poursuivies				952 027				998 360

	31 décembre 2017				31 décembre 2016			
	Canada	États-Unis	Ailleurs	Total	Canada	États-Unis	Ailleurs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Aux								
Actifs choisis								
Créances de financement	1 460 381	10 865 466	442 286	12 768 133	1 474 411	11 550 828	428 772	13 454 011
Équipement loué aux termes de contrats de location simple	—	—	1 599 423	1 599 423	—	—	1 421 637	1 421 637
Goodwill et immobilisations incorporelles ¹	199 078	1 797 079	32 496	2 028 653	203 362	1 932 035	27 666	2 163 063
Biens, matériel et aménagements des locaux loués	5 528	50 528	11 352	67 408	8 559	55 373	16 810	80 742
	1 664 987	12 713 073	2 085 557	16 463 617	1 686 332	13 538 236	1 894 885	17 119 453

1) Les chiffres au 31 décembre 2016 ont été retraités rétrospectivement afin de tenir compte de la finalisation de la répartition du prix d'acquisition, y compris la répartition sectorielle pour l'acquisition de CEI Capital Group, inc.

Les produits nets géographiques excluant les charges d'intérêts sont fondés sur l'emplacement des clients, et les actifs choisis sont fondés sur l'emplacement des actifs.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

22. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisitions de l'exercice précédent

Acquisition de CEI Capital Group, Inc. (« CEI Group »)

Le 30 décembre 2016, la société a conclu l'acquisition de CEI Group, une entreprise ayant pour mission de fournir des services d'impartition professionnels en matière de réclamations automobiles et des services de gestion de parcs de véhicules.

La société a conclu cette transaction pour une contrepartie en trésorerie de 41 720 \$. Le prix d'acquisition a été financé au moyen de la trésorerie et de la facilité de crédit de premier rang existante.

Le tableau suivant résume la juste valeur affectée aux actifs acquis et aux passifs repris à la date d'acquisition :

	30 décembre 2016
	\$
Actifs acquis	
Créances clients et autres créances	17 966
Biens, matériel et aménagements des locaux loués	2 692
Goodwill ¹	42 527
	<u>63 185</u>
Passifs repris	
Dettes fournisseurs et charges à payer	24 157
	<u>39 028</u>
Sources de financement	
Trésorerie, nette de la trésorerie acquise de 2 692 \$ ¹	<u>39 028</u>

1) Les soldes au 30 décembre 2016 ont été retraités pour tenir compte de la finalisation de la répartition du prix d'acquisition en lien avec l'acquisition.

L'excédent de la contrepartie de l'acquisition sur la juste valeur nette estimée des actifs acquis, soit 42 527 \$, a été affecté au goodwill.

Coûts de transactions, d'examen stratégique et d'intégration

Au 31 décembre 2017, des coûts de transaction et d'intégration de 4 871 \$ liés à l'acquisition des activités de gestion de parcs de véhicules de GE demeuraient exigibles et étaient inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer des états de la situation financière consolidés (40 411 \$ au 31 décembre 2016), à l'exception des passifs au titre des UAR.

Des coûts de rémunération de 15 022 \$ figurent dans les coûts de transaction, d'examen stratégique et d'intégration pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (33 839 \$ au 31 décembre 2016).

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

23. ENGAGEMENTS

La société loue des bureaux pour son siège social et ses bureaux régionaux aux termes de contrats de location simple venant à échéance à différentes dates d'ici 2025. Aux 31 décembre, les paiements minimums futurs aux termes des contrats de location simple étaient les suivants :

	2017 \$	2016 \$
Moins d'un an	9 844	10 794
Plus d'un an, mais moins de cinq ans	38 863	33 056
Plus de cinq ans	19 938	19 790
	68 645	63 640

La société prend des engagements visant à octroyer du crédit et à offrir du financement à l'égard de contrats de location ou de prêts à ses clients dans le cours normal des affaires, ou s'engage à acheter de l'équipement en vue de le louer. Les clients doivent respecter diverses conditions et exigences contractuelles avant que ces engagements soient financés. Par conséquent, le total des engagements en cours ne reflète pas nécessairement les besoins de flux de trésorerie futurs réels. Au 31 décembre 2017, le total des engagements en cours de la société visant à fournir du financement ou acheter de l'équipement s'élevait à 322 300 \$ et viendra à échéance ou sera réglé à diverses dates jusqu'au 31 décembre 2018.

24. RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la société subisse une perte en raison du défaut d'un client ou d'une contrepartie de s'acquitter de ses obligations contractuelles. La société gère et contrôle le risque de crédit en se dotant de limites quant au risque qu'elle accepte de courir à l'égard de contreparties particulières relativement à des contrats de location-financement ou des prêts. Les limites de contrepartie sont établies à l'aide d'un système de classement des risques internes et externes, lequel attribue une cote de crédit à chaque contrepartie. La société gère aussi le risque de crédit en détenant des biens reçus en garantie à l'égard des contrats de location-financement et des prêts. La société souscrit une police d'assurance sur ces biens pour atténuer davantage le risque de perte. Lorsque la société saisit les biens donnés en garantie aux termes d'un contrat de location-financement ou d'un accord de prêt, le bien est vendu et un profit ou une perte sur cession est comptabilisé.

La société surveille aussi la diversification des prêts qu'elle consent, selon la catégorie d'actifs, l'emplacement géographique et l'importance de la transaction. Compte tenu de l'importance des transactions et des ententes de garantie, aucun client ne représente à lui seul un risque de crédit important pour la société.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

La valeur comptable des composantes présentées à l'état de la situation financière, aux 31 décembre 2017 et 2016, représente l'exposition maximale de la société au risque de crédit associé à ces dernières.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société ne puisse satisfaire au besoin de trésorerie ou financer ses obligations à leur échéance. La direction de la société surveille sa liquidité pour s'assurer que la société dispose facilement d'un accès aux fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières à leur échéance et conserver et faire croître ses actifs et ses activités, tant dans le cours normal des activités qu'en situation de crise.

La plus importante exposition au risque de liquidité porte sur le remboursement des emprunts garantis (*note 10*). Cette exposition est gérée du fait que les flux de trésorerie générés par l'investissement net de la société dans les contrats de location et les prêts, ainsi que les paiements minimums futurs à l'égard de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple, sont jumelés sur le plan de leur durée afin de respecter les exigences en matière de remboursement.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt sur le marché. Afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, la société structure ses contrats d'emprunts garantis de façon à maintenir un écart de taux d'intérêt fixe entre l'intérêt payé sur les facilités de financement à terme et les facilités d'emprunt renouvelables, et l'intérêt reçu sur les créances de financement sous-jacentes. Cet écart de taux d'intérêt fixe est réalisé en établissant une correspondance entre les transactions de financement selon la durée et les taux d'intérêt. Dans certains cas, la société conclut des swaps de taux d'intérêt de façon à faire converger le caractère variable des taux d'intérêt.

La société court un risque de taux d'intérêt à court terme à l'égard de ces créances de financement au cours de la période entre l'établissement du taux contractuel en vertu des contrats de financement avec ses clients et le moment où le taux d'intérêt est fixé dans le cadre de ses facilités de financement. Au cours de ce laps de temps, un mouvement haussier des taux de référence peut avoir un effet défavorable sur la marge de la transaction. Afin de réduire ce risque, la société surveille de près ses coûts d'emprunt afin de s'assurer que ses taux lui procurent des marges appropriées pour se protéger contre les fluctuations imprévues soudaines du taux d'intérêt. Afin de réduire davantage le risque, la société conclut des opérations de titrisation régulièrement dans le cadre de ses contrats d'emprunts garantis afin de s'assurer que ses contrats de financement sont appariés de façon adéquate à ses emprunts garantis, ce qui permet de réduire la période d'entreposage et la probabilité qu'une variation importante des taux obligataires ait un effet défavorable sur les marges pour ces transactions. La société maintient également des liquidités suffisantes dans l'état de la situation financière pour lui conférer une certaine souplesse dans l'élaboration d'une stratégie de détention ou de titrisation de ces actifs de financement.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Après avoir tenu compte de l'écart de taux d'intérêt fixe sur les programmes d'emprunts garantis et de l'exposition importante aux créances de financement à taux fixe décrites ci-dessus, le risque de taux d'intérêt de la société se limite à la trésorerie et à la trésorerie soumise à restrictions, aux créances de financement à taux variables qui ne sont ni couvertes, ni ne font partie d'un contrat d'emprunt garanti apparié, et à la facilité de crédit renouvelable de premier rang, ainsi qu'aux créances de financement à taux variable couvertes par un taux d'intérêt plafond qui est hors du cours. D'après son exposition au 31 décembre 2017, la société est d'avis qu'une augmentation de 50 points de base aurait pour effet de diminuer le résultat net avant impôt d'environ 3 163 \$ et qu'une diminution de 50 points de base des taux d'intérêt aurait pour effet d'augmenter le résultat net avant impôt d'environ 2 244 \$.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque lié à l'exposition aux variations des monnaies étrangères sur les prêts et les investissements nets de la société dans les filiales étrangères, en vertu desquels il existe un risque que le taux de change soit très différent lorsque le prêt ou la créance de financement est réévalué aux fins comptables, arrive à échéance ou lorsque la filiale étrangère est cédée. Pour son portefeuille de prêts, la société atténue ce risque et le gère en concluant des contrats de change à terme visant à diminuer ou à couvrir son exposition au risque de change. La société couvre en partie son investissement net dans les filiales étrangères. Au 31 décembre 2017, la société n'avait pas d'exposition importante non couverte à ce type de risque de change qui aurait pu avoir une incidence sur le résultat net.

La société est également exposée au risque de change associé au résultat net généré par des actifs et des activités libellés en monnaies étrangères. Ce risque correspond à l'incidence des fluctuations du taux de change moyen entre le dollar canadien et les monnaies étrangères utilisé pour convertir en dollars canadiens le résultat net de la société libellé en monnaies étrangères au cours de chaque période. La société peut atténuer ce type de risque de change et le gérer en concluant des contrats de change à terme visant à diminuer ou à couvrir son exposition au risque de change. Si le résultat net avant les coûts d'acquisition d'entreprises et les coûts de scission et l'impôt pour l'exercice 2018 est conforme aux résultats générés en 2017, chaque augmentation (diminution) d'un cent du taux de change moyen entre le dollar canadien et les monnaies étrangères ferait augmenter/diminuer le résultat net avant les coûts d'acquisition d'entreprises et l'impôt de l'exercice d'environ 6 001 \$ en l'absence d'opérations de couverture.

25. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux fins de présentation de l'information sur la juste valeur, les instruments financiers ont été classés dans les catégories suivantes : créances au titre des contrats de location-financement, créances de financement, emprunts garantis sur les créances de financement, débiteures convertibles, billets à recevoir et dérivés.

Méthodes d'évaluation et hypothèses

Créances au titre des contrats de location-financement

La valeur comptable des créances au titre des contrats de location-financement se rapproche de la juste valeur. L'assertion que la valeur comptable des créances de financement se rapproche de la juste valeur exige

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

l'utilisation d'estimations et une grande part de jugement. Les créances de financement sont classées à titre d'instruments financiers à l'étape 3. Une cote de crédit a été attribuée aux créances de financement à l'aide d'un modèle interne qui ne sert pas à l'évaluation de transactions dans le marché. Elles comprennent un grand nombre de transactions avec des clients commerciaux dans différents secteurs d'activité, sont garanties par des privilèges sur différents types d'équipements et peuvent être garanties par des tiers et faire l'objet de garanties croisées. La juste valeur de chaque créance pourrait être touchée par l'évaluation, par un acquéreur potentiel, de la qualité du crédit, de la valeur des sûretés et des garanties, du passé en matière d'encaissements, du rendement, de la durée, de la documentation et d'autres questions juridiques et autres facteurs subjectifs. La valeur réalisée dans le cadre d'une transaction conclue dans le marché serait fondée sur les modalités de la vente, sur l'opinion de l'acquéreur quant aux perspectives économiques et celles propres au secteur, sur les questions d'ordre fiscal touchant la société ou touchant l'acquéreur et sur d'autres facteurs.

Créances de financement

La valeur comptable des créances de financement s'établissait à 855 789 \$ et la juste valeur estimée s'établissait entre 795 000 \$ et 840 000 \$ au 31 décembre 2017 (888 039 \$ et 888 039 \$ au 31 décembre 2016, respectivement). Un montant de 775 898 \$ en lien avec les prêts offerts à la coentreprise 19th Capital, d'une juste valeur estimée entre 715 000 \$ et 760 000 \$ (829 108 \$ et environ 829 108 \$ au 31 décembre 2016, respectivement) est inclus dans la valeur comptable au 31 décembre 2017. La juste valeur des créances de financement est établie en actualisant le flux du capital et des intérêts à un taux d'intérêt pour des instruments comportant des modalités et des risques de crédit semblables au 31 décembre 2017. Les créances de financement sont classées à titre d'instruments financiers à l'étape 3, la juste valeur étant déterminée au moyen de techniques d'évaluation et de données d'entrée non fondées sur des données du marché observables.

Emprunts garantis sur les créances de financement

La valeur comptable des emprunts garantis sur les créances de financement se rapproche de la juste valeur. L'assertion voulant que la valeur comptable des emprunts garantis se rapproche de la juste valeur exige l'utilisation d'estimations et une grande part de jugement. Les emprunts garantis par les créances de financement sont classés à titre d'instruments financiers à l'étape 3. Une cote de crédit a été attribuée aux créances de financement garantissant les emprunts à l'aide d'un modèle interne qui ne sert pas à l'évaluation de transactions dans le marché. Elles comprennent un grand nombre de transactions avec des clients commerciaux dans différents secteurs d'activité, sont garanties par des privilèges visant différents équipements et peuvent être garanties par des tiers et faire l'objet de garanties croisées. La juste valeur de chaque créance pourrait être touchée par l'évaluation de la qualité du crédit, de la valeur des sûretés et des garanties, du passé en matière d'encaissements, du rendement, de la durée, de la documentation et autres questions juridiques et autres jugements posés par un acquéreur potentiel. La valeur réalisée dans le cadre d'une transaction conclue dans le marché serait fondée sur les modalités de la vente, sur l'opinion de l'acquéreur quant aux perspectives économiques et celles propres au secteur, sur les questions d'ordre fiscal touchant la société ou touchant l'acquéreur et sur d'autres facteurs.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Débiteures convertibles

La composante dette des débiteures convertibles est comptabilisée à la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale et est ensuite comptabilisée au coût amorti, tel que présenté à la note 11. La juste valeur de marché de la composante dette au 31 décembre 2017 a été estimée à 902 010 \$ en actualisant le flux de paiements futurs à un taux de 5,50 %, ce qui représente le taux d'intérêt en vigueur pour des instruments comportant des modalités et des risques semblables sans la composante de conversion. Les débiteures convertibles sont classées à titre d'instruments financiers à l'étape 2, la juste valeur étant déterminée au moyen de techniques d'évaluation et de données observables.

Billets à recevoir

La valeur comptable des billets à recevoir se rapproche de leur juste valeur, parce que le taux d'intérêt sur cet actif est conforme aux taux d'intérêt du marché pour une durée et un risque de crédit semblables. Les billets à recevoir sont classés à titre d'instruments financiers à l'étape 2, la juste valeur étant déterminée au moyen de techniques d'évaluation et de données observables.

Dérivés

La juste valeur des dérivés est présentée à la note 19 et est déterminée par les contreparties aux dérivés au moyen des courbes de swaps de taux d'intérêt, de la valeur des contrats de change à terme, des valeurs intrinsèques ou du cours de l'action de la société au titre des swaps sur rendement total, ou d'une combinaison de ces éléments. Les dérivés sont classés à titre d'instruments financiers à l'étape 2, la juste valeur étant déterminée au moyen de techniques d'évaluation et de données observables.

26. COMPLÉMENT AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE

Les flux de trésorerie des autres soldes hors trésorerie des actifs et passifs d'exploitation pour les exercices clos se présentent comme suit :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Variations des autres soldes hors trésorerie des actifs et des passifs d'exploitation		
Créances clients et autres actifs	(28 631)	(82 665)
Dettes fournisseurs et charges à payer	58 228	(81 598)
Actifs d'impôt différé	(20 316)	(45 087)
Passifs d'impôt différé	11 486	7 672
Instruments financiers dérivés	8 215	(38 106)
	28 982	(239 784)

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les flux de trésorerie d'ECN Capital avant l'achèvement de la distribution ont été inclus dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la société en tant qu'« activités détachées » et se composent des montants suivants :

	Du 1 ^{er} janvier 2016 au 3 octobre 2016 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation des activités détachées	(45 418)
Flux de trésorerie générés par les activités d'investissement des activités détachées	52 542
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement des activités détachées	(61 229)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités détachées	(54 105)
Moins : flux de trésorerie présentés au bilan d'ECN Capital à la fin de la période	47 714
Flux de trésorerie nets affectés aux activités détachées	(101 819)

Les tableaux des flux de trésorerie consolidés reflètent uniquement l'incidence qu'ont eue les activités de la société au cours de la période considérée. Dans le but de faciliter la compréhension de ces transactions et des composantes sans effet sur la trésorerie connexes, les principales variations de l'état de la situation financière sont davantage détaillées dans le tableau ci-après qui comprend des indications sur les montants inclus dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 \$
Créances de financement (note 4)	
Solde au 31 décembre 2016	13 454 011
Montages (inclus dans les flux de trésorerie)	5 691 246
Remboursements (inclus dans les flux de trésorerie)	(4 822 953)
Actifs vendus à des syndications (inclus dans les flux de trésorerie)	(682 791)
Amortissement des coûts de montage des contrats de location différés (ajustement apporté au résultat dans les flux de trésorerie)	(20 078)
Incidence des transferts hors trésorerie	34 493
Provision pour pertes sur créances (ajustement apporté au résultat dans les flux de trésorerie)	(921)
Incidence de la conversion de monnaies (exclue des flux de trésorerie)	(884 874)
Solde au 31 décembre 2017	12 768 133
Équipement loué aux termes de contrats de location simple (note 5)	
Solde au 31 décembre 2016	1 421 637
Montages (inclus dans les flux de trésorerie à titre d'investissement dans l'équipement loué aux termes de contrats de location simple)	796 187
Sorties (incluses dans les flux de trésorerie)	(229 429)
Montants transférés des stocks	9 296
Amortissement de l'équipement loué aux termes de contrats de location simple (ajustement apporté au résultat dans les flux de trésorerie)	(366 531)
Incidence de la conversion de monnaies (exclue des flux de trésorerie)	(31 737)
Solde au 31 décembre 2017	1 599 423

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 \$
Emprunts garantis (note 10)	
Solde au 31 décembre 2016	12 983 535
Émissions, montant net (incluse dans les flux de trésorerie)	103 707
Augmentation des coûts de financement différés (incluse dans les flux de trésorerie)	(44 546)
Amortissement des coûts de financement différés (ajustement apporté au résultat dans les flux de trésorerie)	34 161
Incidence de la conversion de monnaies (exclue des flux de trésorerie)	(768 984)
Solde au 31 décembre 2017	12 307 873

27. ACTIVITÉS DÉTACHÉES

Le 3 octobre 2016, Element a conclu la scission en effectuant la cession de ses segments verticaux Financement commercial et financement de fournisseurs, Financement du secteur aéronautique et Financement du secteur ferroviaire à ECN Capital Corp. aux termes d'un plan d'arrangement.

Element a présenté et comptabilisé les activités détachées selon l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, et l'IFRIC 17, *Distributions d'actifs hors trésorerie aux propriétaires*. En vertu de ces normes, un dividende au titre de la distribution de 1 710 473 \$ a été comptabilisé. Le montant du dividende a été établi selon la juste valeur des activités détachées telle qu'elle a été déterminée par des évaluateurs indépendants et approuvée par le conseil d'administration de la société. La répartition de la composante capitaux propres a été établie en attribuant la juste valeur au prorata du capital social et des résultats non distribués.

La performance opérationnelle d'ECN Capital a été incluse dans les comptes de résultat consolidés comparatifs de la société en tant qu'« activités détachées » et se compose des montants suivants :

	Du 1 ^{er} janvier 2016 au 3 octobre 2016 \$
Produits nets	152 279
Charges d'exploitation	(57 826)
Coûts d'acquisition d'entreprises et de scission	(37 505)
Charge d'impôt sur le résultat	(5 227)
Résultat net pour la période des activités détachées	51 721

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Les actifs et passifs détachés d'ECN Capital ont été distribués le 3 octobre 2016, et le profit sur la distribution aux actionnaires de la société se présentait comme suit au 31 décembre 2016 :

Juste valeur des actifs distribués aux actionnaires ordinaires		1 710 473
Valeur comptable des actifs nets distribués		
Trésorerie	47 204	
Trésorerie soumise à restrictions	166 747	
Créances de financement	3 074 674	
Équipement loué aux termes de contrats de location simple	2 559 235	
Créances clients et autres actifs	221 720	
Instruments financiers dérivés	692	
Biens, matériel et aménagements des locaux loués	1 393	
Actifs d'impôt différé	11 599	
Immobilisations incorporelles	335	
Goodwill	7 890	
Dettes fournisseurs et charges à payer	(78 351)	
Instruments financiers dérivés	(22 724)	
Emprunts garantis	(4 268 531)	
Passifs d'impôt différé	(11 410)	(1 710 473)
Autres éléments du résultat global reclassés dans les comptes de résultat		149 261
Impôt différé sur les actifs non distribués		22 093
Profit sur la distribution d'actifs, avant les coûts de transaction liés à la scission		171 354
Coûts de transaction liés à la scission (nets de l'impôt de 20 375 \$)		(56 311)
Profit net sur la distribution d'actifs		115 043

Les coûts de transaction liés à la scission consistent en ce qui suit pour l'exercice clos le 31 décembre :

	2016 \$
Conseillers des services consultatifs transactionnels	30 608
Contrats d'emploi des dirigeants d'ECN Capital	24 900
Affaires juridiques	9 088
Divers	12 090
	76 686

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et les montants par action)

31 décembre 2017

Au 31 décembre 2017, aucun coût de scission ne demeurait exigible et n'était inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer (33 900 \$ au 31 décembre 2016).

28. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période considérée.